

## 2024, année sinistre pour les morts au travail

On dénombre au moins 157 décès entre janvier et avril : 30 à 40 de plus qu'à la même période les années précédentes. Enquête. P. 12



## En Inde, contre les suprémacistes, le Kerala fait front

Notre reportage dans l'État dirigé par les communistes qui résiste aux intégristes hindous de Narendra Modi. P. 14

MARDI 18 JUIN 2024 | N° 23965 | 2,70 € | [www.humanite.fr](http://www.humanite.fr)

# l'Humanité

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURES



**EXTRÊME DROITE**

## L'APARTHEID À LA FRANÇAISE

Entraver l'accès des étrangers à l'emploi, au logement, aux prestations sociales est la clé de voûte de la politique du RN. Sa « préférence nationale » plongerait le pays dans un désastre économique et moral. P. 2







## ÉDITORIAL

PAR MAURICE  
ULRICH

## Gagner

On se doit de le dire clairement. Les absurdes décisions autoritaires concernant les investitures, les dissensions à gauche dans les circonscriptions ne sont pas seulement regrettables, elles sont irresponsables et c'est un euphémisme. Le Nouveau Front populaire n'avait vraiment pas besoin d'offrir ce cadeau à la Macronie, à la droite qui s'en sert pour masquer ses propres déchirements et au Rassemblement national. Comment les électrices et les électeurs qui placent tous leurs espoirs dans ce rassemblement des forces de gauche, celles et ceux qui étaient ce week-end dans la rue, pourraient ne pas être troublés ?

Ce coup de gueule, qu'on nous pardonne ces mots, ne doit pas toutefois nous masquer l'essentiel. Les forces syndicales ou associatives du pays, des sportifs connus, des hommes et des femmes de culture se lèvent face au vent mauvais. Jamais, depuis des décennies, la droite et l'extrême droite, les médias qui leur sont proches n'ont usé d'une telle violence dans leurs propos à l'égard de la gauche, maniant l'outrance, le mensonge, instrumentalisant de manière éhontée, ce n'est qu'un exemple, l'accusation d'antisémitisme dans une inversion sans précédent des valeurs.

Les figures de la Macronie, empêtrées dans le borbier de la dissolution au point que des députés sortants renoncent à se représenter, reprennent en chœur le refrain des « extrêmes ». C'est un paravent.

### Mettre Le Pen sur le même plan que le Nouveau Front populaire, c'est l'absoudre.

Mettre le RN sur le même plan que le Nouveau Front populaire, c'est l'absoudre. Le parti de la xénophobie, de la haine et de la régression sociale ne serait que le pendant des forces de gauche et de progrès. Le RN peut décidément dire merci à Emmanuel Macron.

On le sait. Le RN tient la tête dans les sondages. Il n'a pas encore gagné. Il nous faut à la fois lever son masque de respectabilité, faire la lumière sur les vérités de son programme et de ses intentions et, en même temps, partager le plus largement possible les propositions du Nouveau Front populaire. On parlait, depuis des années, de gauches irréconciliables. Dans ce combat se retrouvent des forces et des personnalités qui ne partagent pas tout, mais qui ont comme dans toutes les grandes heures du pays cette conviction : il faut gagner. ■

# Préférence nationale, le projet antirépublicain du RN

**LÉGISLATIVES** Empêcher les étrangers d'accéder aux emplois, aux logements, aux prestations sociales est la clé de voûte de la politique du Rassemblement national, qui cherche à discriminer les immigrés pour les pousser à quitter la France. Un projet qui semble inapplicable en droit actuel.

L'égalité bafouée, la fraternité oubliée, la République piétinée. Telle est la matrice de la « préférence nationale » (rebaptisée « priorité nationale » par le RN), mantra suprême du projet de l'extrême droite. Un totem censé apporter, selon les lepenistes, une réponse à l'immigration, au chômage, au pouvoir d'achat des Français, au remboursement de la dette... Autant d'idées fausses propagées dans un seul but : séparer les étrangers – voire les binationaux – de ceux qui ont un passeport franco-français.

En 2024, la « préférence nationale », théorisée par les fascistes dans les années 1980, reste plus que jamais l'élément central du programme du RN. « C'est la raison d'être de ce parti, s'il abandonne ça, il n'est plus rien », résume Jean-Yves Camus, politologue spécialiste de l'extrême droite. D'après son programme présidentiel, Marine Le Pen souhaite ainsi introduire dans la Constitution « la priorité nationale dans certains domaines, notamment pour l'accès à l'emploi et au logement » en y ajoutant « l'institution de sanctions pénales ou administratives ». Un employeur, un propriétaire et un bailleur social seraient donc contraints de choisir le dossier d'un Français, sous peine de sanctions. Une menace couplée à d'autres mesures, dont le durcissement des conditions d'accès à la nationalité française et « l'expulsion des

étrangers sans emploi depuis un an », pour vider la France de ses immigrés.

Concernant le logement social, Marine Le Pen a même sous-entendu qu'il fallait expulser les familles étrangères, en émettant le vœu, en 2022, de « remettre sur le marché les 620 000 logements sociaux occupés par des étrangers ». Un chiffre qui ne correspond à aucune donnée officielle.

Sur l'emploi, le RN rejoue en réalité son vieux refrain « un million de chômeurs, c'est un million d'immigrés en trop » et continue d'agiter le fantasme selon lequel « l'immigration à bas coût est utilisée depuis des décennies pour peser à la baisse sur les salaires ». En plus d'être xénophobes, ces arguments n'ont aucune valeur économique, rappelle Anthony Edo, économiste au Centre d'études prospectives et d'informations internationales : « La plupart des études concluent que l'immigration n'a pas d'incidence sur le salaire ou l'emploi moyens des natifs. »

Mais le RN veut aller encore plus loin. En janvier 2024, Marine Le Pen a déposé une proposition de loi constitutionnelle incluant que la « priorité nationale » dans l'accès à l'emploi et au logement constitue « un droit constitutionnellement invocable ».

Ce texte vise même à « interdire l'accès à des emplois dans l'administration, des entreprises publiques et des personnes morales chargées d'une mission de service public aux





Paris, le 15 juin. Manifestation contre l'extrême droite. HENRIQUE CAMPOS/HANS LUCAS/AFP

personnes qui possèdent la nationalité d'un autre État » (sic). Cet extrait en dit long sur le projet du RN qui vise non seulement les étrangers, mais aussi les binationaux, soit 3,5 millions de personnes. L'extrême droite discrimine encore et toujours les citoyens selon leurs origines, ce qui finit toujours par se retourner contre tout le monde. « Les étrangers, et donc les binationaux, sont considérés comme déloyaux d'office, et à ce titre il faudrait leur interdire l'emploi public. Bon courage ! Que ce soit pour les médecins, les professeurs ou encore les éboueurs, l'emploi public repose en grande partie sur des travailleurs de nationalité étrangère ou de double nationalité », souligne Ian Brossat, porte-parole du PCF.

#### UNE HÉCATOMBE ÉCONOMIQUE

Les conséquences du projet du RN seraient en effet catastrophiques pour des millions de personnes étrangères ou binationales, mais aussi pour le fonctionnement des services publics, et donc du pays. En 2022, les immigrés

– dont certains ont pu obtenir la nationalité française – représentaient plus de 340 000 agents publics selon l'Insee. 16 346 médecins exerçant en 2023 sont, par exemple, des diplômés hors Union européenne venus travailler en France. La SNCF, La Poste, EDF emploient des milliers d'étrangers. Il faut ajouter à ces chiffres les salariés non français et binationaux de toutes les entreprises prestataires, comme pour l'entretien, la sécurité, l'informatique, la gestion des déchets... Le RN prépare donc une hécatombe économique, citoyenne et morale pour le pays.

Sa proposition de réforme constitutionnelle prévoit, par ailleurs, que le législateur ait le loisir d'élargir « les conditions et les domaines où peut s'appliquer la priorité nationale » et de restreindre « les conditions d'accès des étrangers à tout emploi public ou privé, à l'exercice de certaines professions, activités économiques ou associatives,

fonctions de représentation professionnelle ou syndicale, ainsi qu'au bénéfice des prestations de solidarité ».

Les responsables du RN interrogés sur le sujet n'ont jamais renié leur ambition d'interdire aux étrangers l'accès aux aides sociales. Une manière de rendre la vie des étrangers impossible en les jetant dans la pauvreté. Les étrangers qui auraient la chance d'avoir un emploi pourraient aussi être empêchés d'être représentants syndicaux, voire de se syndiquer. Une nouvelle atteinte à leurs droits fondamentaux qui constituerait une attaque contre tous les travailleurs, mis en concurrence pour mieux rogner leurs droits. « Quelqu'un qui travaille et produit comme les autres n'aurait pas les mêmes droits et ne pourrait même pas se syndiquer dans la lutte pour les obtenir. C'est scandaleux », s'indigne Ian Brossat.

Ce projet de « préférence nationale » est, par essence, raciste. La genèse de ce principe laisse peu de doutes. Introduit en 1985 par le Club de l'horloge, groupe d'extrême droite dirigé par l'idéologue Jean-Yves Le Gallou, passé par le FN et Reconquête !, dans l'ouvrage *La Préférence nationale. Réponse à l'immigration*, il est explicitement dirigé contre les Maghrébins. « À la différence des immigrations européennes, l'immigration maghrébine n'est pas "fongible" : elle ne disparaît ni par le retour ni par la "naturalisation" », lit-on dans ce livre. Jean-Marie Le Pen, alors président du FN, complétait en 1988 : « Les gens rentreront chez eux car ils ne seront plus entretenus par les contribuables français. » La « préférence nationale » est donc en réalité une manière de rendre le vieux slogan xénophobe « la France aux Français » plus acceptable. C'est aussi un projet de « remigration » qui ne dit pas son nom et un « apartheid à la française », fustigeait SOS Racisme en 1998.

#### LA NORMALISATION D'UN CONCEPT RACISTE

Et pourtant, en décembre 2023, selon un sondage CSA, 71 % des Français se disaient favorables à la « préférence nationale ». Fustigeant le rôle des principaux médias dans la normalisation de cette idée ainsi que les biais qui accompagnent ce type de sondages, l'historien Gérard Noiriel analyse ce chiffre : « Étant donné que nos sociétés sont toujours organisées sur une base nationale, la majorité des Français pensent qu'il est normal que celles et ceux qu'ils ont élus défendent en priorité leurs intérêts », déplore-t-il dans *Préférence nationale. Leçon d'histoire à l'usage des contemporains* (« Tracts », Gallimard, 2024).

La loi asile-immigration de Gérald Darmanin, en introduisant la « préférence nationale » dans l'accès à certaines prestations sociales, a également fortement contribué à rendre ce concept acceptable. Cette mesure a été censurée par le Conseil constitutionnel pour « rupture d'égalité », confirmant le caractère anticonstitutionnel du projet lepéniste. Le RN veut donc modifier la Constitution par référendum. Mais les constitutionnalistes s'accordent pour considérer qu'un simple recours au suffrage universel ne suffirait pas. D'une part, parce que l'adoption d'une proposition de loi constitutionnelle de plusieurs articles nécessite la majorité des voix de chacune des deux Chambres et la convocation d'un Congrès. D'autre part, parce que « la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 consacre le principe d'égalité, tout comme le préambule de la Constitution du 27 octobre 1946 », assure le chercheur au CNRS Pascal Caillaud. C'est donc bien une toute nouvelle Constitution, antirépublicaine, que le RN devrait imposer s'il veut mettre en œuvre son projet.

Le cauchemar de la « préférence nationale » est donc bien loin d'être appliqué. Mais décrypter cette mesure est révélateur de ce qu'est fondamentalement le RN. Censé être « prêt à gouverner », il ambitionne de priver de missions de ser-

vices publics des millions de citoyens, en plus de condamner les travailleurs à la pauvreté. Il fait de l'exclusion des étrangers la clé de voûte de sa politique. « Le projet du RN, c'est la discrimination inscrite dans le droit français, une mesure purement raciste », prévient Ian Brossat. ■

FLORENT LE DU

**16 346 médecins exerçant en 2023 sont des diplômés hors UE venus travailler en France.**



**A**cter, ou pas, l'inconstitutionnalité du cœur du programme, passé et présent, du FN devenu RN : tel est l'enjeu du procès prévu ce 18 juin à Nanterre. Quatre dirigeants du FN ayant demandé aux candidats aux élections municipales de 2014, dans le « Petit Guide de l'élu FN », de mettre en œuvre la préférence nationale, sont poursuivis. À l'origine de la procédure, l'association la Maison des potes, qui est soutenue dans cette démarche par la Ligue des droits de l'homme (LDH), le Mrap, SOS Racisme, le Gisti, le Syndicat des avocats de France (SAF) et plusieurs ONG antiracistes européennes, venant de Belgique (Mrax), des Pays-Bas (Emcmo), d'Italie (SOS Razzismo).

Les prévenus sont Steeve Briois, ex-secrétaire général du FN, qui avait dirigé la rédaction du livret, Jean-François Jalkh, alors vice-président du FN et directeur de publication du parti, Sophie Montel, ancienne secrétaire nationale aux élus du FN et rédactrice du guide, et Marie-Thérèse Costa-Fesenbeck, alors secrétaire départementale du FN des Pyrénées-Orientales, élue d'opposition à Perpignan et responsable des publications du site du FN dans son département, où a été diffusé l'opuscule en version numérique. « Dans cette publication, il était clairement demandé aux 1 500 élus FN de 2014 d'imposer à leur échelle la priorité nationale pour les emplois municipaux, les logements sociaux, les aides sociales municipales, dans 300 communes de France où ils siégeaient », explique Samuel Thomas, le président de la Fédération nationale des maisons des potes.

Une exhortation en parfaite cohérence avec ce qu'est toujours le programme du

RN, qui prévoit notamment de libérer 650 000 logements sociaux en réservant les HLM aux seuls citoyens français. « Au bas mot, cela signifie mettre 1,6 million de personnes à la rue. On se retrouverait dans une société fracturée qui rappelle le régime colonial ou celui de Vichy », note M<sup>e</sup> Slim Ben Achour, l'avocat de la Maison des potes.

#### CONTRAIRE À LA CONSTITUTION

« La loi Pleven de 1972, qui est l'un des textes sur lesquels nous fondons notre accusation, a été rédigée pour que ne se reproduisent jamais des drames comme la Shoah, qui avait été précédée et accompagnée de textes discriminatoires », précise l'avocat.

Toute discrimination est également prohibée par la Constitution de 1946 dont le préambule prévoit que les étrangers jouissent des droits à la protection sociale, « dès lors qu'ils résident de manière stable et régulière sur le territoire français ». Toute incitation à la discrimination est passible d'un an de prison, de 45 000 euros d'amende et de cinq années de privation de droits civiques et d'éligibilité.

Cependant, « il existe déjà plusieurs cas de discrimination objective en droit français : la nationalité française est ainsi une condition d'accès à certains emplois, comme celui de magistrat par exemple ; le droit de vote en France est lui aussi conditionné à

la nationalité française. On ne voit donc pas pourquoi on ne pourrait pas l'étendre à d'autres droits comme celui au logement, par exemple, en en limitant l'accès aux non-Français », balaie M<sup>e</sup> Randall Schwerdorffer, le défenseur de Sophie Montel. Une affirmation démentie par le Conseil constitutionnel, en janvier dernier, via la censure de la « loi immigration », qui prévoyait notamment des mesures discriminatoires concernant l'accès des personnes étrangères aux droits sociaux et au logement. « Même si elle existe dans certains domaines régaliens très restreints, la préférence nationale, appliquée de façon systématique, est contraire à la Constitution », avait rappelé Laurent Fabius, le président du Conseil constitutionnel, le 6 mai dernier, dans le Monde.

Les débats s'annoncent donc vifs... s'ils ont lieu. M<sup>e</sup> Schwerdorffer aurait en effet déposé une demande de renvoi, ce lundi. « Il existe une jurisprudence qui veut que l'institution judiciaire ne perturbe pas le bon déroulé d'une élection. Étant donné que la problématique soulevée par les parties civiles est la légalité de la proposition sur la préférence nationale, qui est au centre du programme du RN, même si les accusés ne sont pas candidats, un jugement pourrait interférer dans le débat politique des législatives », justifie-t-il. De leur côté, les avocats de la Maison des potes sont vent debout et assurent que le parquet s'opposera au renvoi. « La tenue de cette audience n'a jamais été aussi importante que dans le contexte actuel, tempête M<sup>e</sup> Jérôme Karsenti, lui aussi conseil de la Maison des potes. Souvent, quand un procès se tient dix ans après les faits, l'infraction a eu tendance à se dissiper. Or, dans le cas présent, le temps écoulé n'a fait que renforcer les problématiques soulevées, puisque les discriminations sont l'alpha et l'oméga du programme du Rassemblement national. Il est donc urgent que la justice rappelle les grands principes d'égalité qui fondent notre République. » ■

EUGÉNIE BARBEZAT

# Le procès de la préférence nationale aura-t-il lieu ?

Prévu ce 18 juin à Nanterre, la comparution de quatre dirigeants du Front national, accusés de provocation à la discrimination liée à la nationalité et l'origine, pourrait être reportée à cause du contexte électoral.



Steeve Briois, ex-secrétaire général du FN, et Sophie Montel, ancienne secrétaire nationale aux élus, sont poursuivis pour avoir participé à l'élaboration d'un « Petit Guide » qui préconisait de mettre en œuvre la préférence nationale. S. BOZON / AFP



**S**ur l'avenue Paul-Vaillant-Couturier, emblématique voie des Quatre-Routes de La Courneuve (Seine-Saint-Denis), une foule compacte et bigarrée est happée par le tramway T1 et la ligne 7 du métro.

Dans la rue, fourmillante, bruyante, on entend parler mandarin, arabe, tamoul, bengali, bambara et bien d'autres langues. Au cœur du poumon historique de la ville, plus de 110 nationalités se côtoient et près de la moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Ici, les marchands de sommeil surfent sur la misère en louant à prix d'or des maisons insalubres construites dans les années 1920 par les ouvriers italiens. S'y entassent des sans-papiers sans grand espoir d'une vie meilleure. Sur la place, dans les squares, ils tentent tant bien que mal de terminer leur nuit.

« Tous ces pavillons suroccupés, ça fait mal au cœur », souffle Josiane Le Grill, 78 ans. De son appartement avec vue sur l'avenue, la « pipelette du quartier », comme elle se décrit, est aux premières loges. « Quand je sors de chez moi, je n'entends plus parler français », déplore-t-elle tout en précisant bien que, non, elle n'est pas raciste. Au passage, elle salue le boucher du coin. Lui, c'est Zillal El Hocine, 35 ans, « kabyle », sourit-il. La Boucherie musulmane, c'est une histoire familiale, il la tient avec son père et son frère. Le commerçant lève la tête vers la devanture : « On va enlever le mot "musulmane", ça fait trop communautariste. » Depuis le 9 juin au soir, ce père de trois jeunes enfants, « communiste, progressiste », ne cesse d'appeler à la mobilisation contre le Rassemblement national. « L'extrême droite, c'est pas notre culture ici ! » assène-t-il.

#### « C'EST LA DOUBLE PEINE POUR NOUS »

Dans cette ancienne cité ouvrière et maraîchère d'un peu plus de 47 000 habitants de la banlieue nord, un bastion communiste depuis plus de cinquante ans, la liste conduite par Manon Aubry (FI) a recueilli 58,12 % des voix. Jordan Bardella (RN) arrive très loin derrière, avec 12,58 %. Mais le taux d'abstention, lui, dépasse les 63 %. Une résistance à gauche que Zillal explique en partie par la politique menée localement. « La municipalité porte des projets sociaux, de partage, raconte le boucher. Mes enfants bénéficient tous du plan d'éducation artistique et culturel. La culture, c'est ça qui ouvre l'esprit ! » Il décrit aussi comment, avec la municipalité, commerçants et habitants se sont bagarrés pour obtenir le Quartier de reconquête républicaine, un dispositif de la police de sécurité du quotidien.

« Pour avoir 36 policiers en plus sur le quartier, ça a été un vrai combat ! » Résultat : les vendeurs à la sauvette de cigarettes et autres objets de contrebande

**« Les plus grands, faut qu'ils se réveillent et qu'ils aillent voter. »**

KAMEL, 17 ANS

se font plus discrets. Mais « il faut toujours quémander, alors que nous sommes les plus en difficulté et que nous subissons de plein fouet les discriminations sociales et territoriales », peste le commerçant. Ces inégalités ont poussé le maire PCF, Gilles Poux, à commander en 2019 un rapport comparatif entre territoires. Les conclusions sont sans appel. Avec

43,2 % de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté, la commune est la 9<sup>e</sup> la plus pauvre de France. « Avec les moyens du bord, elle tente de ne pas reproduire les inégalités. Mais quand l'État supprime les dotations pour les aides aux devoirs, c'est la double peine pour nous », tacle Zillal.

Sur la place Pierre-Lacombe, entourée par quatre immeubles récents aux façades recouvertes de bandes colorées, la Boutique de quartier propose, entre autres, des médiations sociales et une aide aux démarches administratives déclinée dans plusieurs langues. C'est là que travaille Abdel Saadouni, chargé de mission à la coordination des services publics. Dehors, il ne peut pas faire un mètre sans être arrêté, serrer une main.

#### TRENTE ANS DE RÉNOVATION URBAINE

Au bureau de vote, il l'a bien vu : « Les jeunes ont voté davantage, particulièrement les femmes. » Le choix pour la France insoumise ? Il l'explique par les positions de la FI sur la Palestine. « Ce qui se passe

à Gaza, ça fait résonance pour des jeunes perpétuellement stigmatisés. Beaucoup me disent qu'ils ne se sentent pas Français.

C'est l'image que la société leur renvoie. À force de taper sur l'islam... » Abdel sou-

pire. Pour lui, le Rassemblement national aux portes du pouvoir ne présage décidément rien de bon. « Dans les banlieues, ça risque d'exploser ! »

À la cité des 4000, Samira Mahiedene, 49 ans, se dit aussi très préoccupée par l'extrême droite. Cette mère de six enfants de 9 à 22 ans a toujours vécu à La Courneuve. Elle a connu la barre Balzac et ses 300 logements, démolie en 2011, avant d'être relogée dans un immeuble à taille humaine, à l'image de ce quartier qui ne cesse de se métamorphoser ■■■



Ici, plus de 110 nationalités se côtoient et l'on entend parler mandarin, arabe, tamoul, bengali... SAMIR MAOUCHE/L'HUMANITÉ

# À La Courneuve, « l'extrême droite, c'est pas notre culture »

Dans cette ville communiste de la Seine-Saint-Denis, parmi les plus pauvres de France, les habitants des quartiers populaires résistent encore et toujours aux sirènes du Rassemblement national.

## REPORTAGE



■ depuis trente ans de rénovation urbaine. « Quand les médias, les politiques nous assimilent du matin au soir à la délinquance parce qu'on vit en banlieue, parce qu'on nous voit toujours comme des étrangers alors que nous sommes Français, il y a de quoi être inquiet, non ? » Sur sa porte d'entrée, elle a épinglé le drapeau palestinien. Une cause qui lui tient à cœur, même si elle met d'emblée les points sur les « i » : « On n'est pas idiots ! Il ne faut pas non plus que la FI joue sur cette fibre uniquement pour gagner des électeurs dans les quartiers populaires. La gauche doit être en mesure de proposer un programme qui tienne la route, pour le peuple. »

#### « FUCK L'EXTRÊME DROITE ! »

Celle qui communique avec tout le monde le voit bien : « La misère fait faire certaines choses qui n'ont rien à voir avec le racisme, le fascisme. J'ai parlé avec des personnes âgées qui n'ont plus les moyens de se soigner, tellement fatiguées de cette droite et de cette gauche qui n'ont rien apporté qu'elles ont envie de tenter le diable. » Installé sur le canapé, son fils, Medhi, 18 ans, est absorbé par un jeu vidéo. Pour la première fois, il a voté (FI) aux élections européennes. Et il retournera aux urnes le 30 juin. « Je fais pression sur les réseaux sociaux pour que les jeunes se déplacent, dit-il. S'ils restent chez eux, faudra pas qu'ils se plaignent après... »

Sous le porche de l'une des dernières barres du quartier, un groupe de potes passe son temps en observant les allées et venues de la police. Kamel, 17 ans, assure que, s'il en avait eu l'âge, il aurait mis le

bulletin Nouveau Front populaire dans l'urne. « La France, elle est pas trop mal, non ? Faut juste rénover quelques trucs. » Son voisin se marre, avant d'avouer : « Bah, moi, j'ai rien suivi... » Il est coupé dans son élan par une voiture de police en vue. Tous marquent un temps d'arrêt pour, finalement, continuer la discussion. On nous demande, en vrac : « C'est vrai que le RN veut s'en prendre aux allocs ? Et le voile ? Vous pensez, vous, que la gauche peut gagner ? »

Un peu plus loin, deux jeunes filles rentrent du lycée. Toutes deux portent l'abaya. Assetou, 17 ans, et Khadija, 18 ans, expliquent d'une seule voix : « Au RN, ils parlent beaucoup du voile, des musulmans, c'est redondant. Mais ils ne proposent rien de concret. » Khadija, qui a voté FI, se dit fière d'habiter dans une ville où « la municipalité n'est pas dans la division ». Alors que le RN, lui, « ne fera qu'entraîner la France dans le chaos ». Le chaos. C'est aussi le terme employé par Abdou Ahamed,

conseiller municipal, croisé plus tôt sur le chemin de son appartement. Depuis plus de vingt ans qu'il vit aux 4000, il a bien vu la montée exponentielle de l'extrême droite. « À La Courneuve, même s'il arrive loin derrière la FI, le RN reste la deuxième force politique », rappelle-t-il. L'élu en est persuadé : la ville peut bien résister encore et toujours, elle sera impactée par des mesures nationales qui s'en prendraient aux droits sociaux, aux immigrés. « Si on s'attaque aux plus faibles, aux allocations familiales qui apaisent le portefeuille des locataires HLM car elles diminuent leurs charges, comment pouvez-vous imaginer qu'ici, avec 90 % de logements sociaux, les conséquences ne seront pas plus dures ? » Il veut interpeller car « les premiers concernés, ce sera nous ! » Kamel semble avoir entendu le message. « Les plus grands, faut qu'ils se réveillent et qu'ils aillent voter. Fuck l'extrême droite ! Vous, l'écrivez, hein, madame ? » ■

NADÈGE DUBESSAY

## LÉGISLATIVES LFI FACE AU PCF EN SEINE-SAINT-DENIS

Peu avant la fin du dépôt des candidatures, dimanche, la France insoumise a décidé d'investir en son nom propre un autre candidat, Mohamed Awad, dans la quatrième circonscription de Seine-Saint-Denis. Un territoire - qui comprend notamment La Courneuve - déjà attribué au Parti communiste français, selon l'accord du Nouveau Front populaire. La députée sortante, Soumya Bourouaha, suppléée par Marie-George Buffet, avait déjà lancé sa campagne. Elle devra donc faire face à un dissident de la France insoumise. La formation de Jean-Luc Mélenchon affirme que ce choix est une mesure de rétorsion. Dans la circonscription voisine, le maire apparenté communiste de Bobigny, Abdel Sadi, est candidat suppléant aux législatives en binôme avec Raquel Garrido, députée sortante FI non investie par son parti en raison de divergences internes.



À La Courneuve (Seine-Saint-Denis), aux Européennes, les listes de gauche totalisent près de 72 %, loin devant le RN (12,58 %).

## EN BREF

### HANOUNA AUSSI SUR EUROPE 1

Rarement une émission aura aussi bien porté son nom : *On marche sur la tête*. Europe 1 a annoncé, à compter de ce lundi, un nouveau rendez-vous quotidien de 16 heures à 18 heures avec Cyril Hanouna, « en raison de l'actualité politique », en lieu et place de l'émission de Sophie Davant. Le présentateur de *Touche pas à mon poste*, sur C8, change donc de barque, mais navigue dans la même mer : celle de Vincent Bolloré. Le magnat des médias replace son plus fidèle soldat sur une mission assumée : dézinguer la gauche et faire la promotion du RN.

### DES STARS DU WEB ALERTES

Un message rare à destination de ses 19 millions d'abonnés. Vendredi, le vidéaste Squeezie a publié une lettre ouverte appelant à voter contre le RN aux législatives. Une prise de position qui rejoint celle d'autres stars d'Internet, comme Léna Situations ou MisterV. Le streamer mistermv a lui carrément appelé à voter Nouveau Front populaire : « La gauche imposera mes dividendes mais au bénéfice des moins aisés ! » Ce front républicain numérique a visiblement agacé Jordan Bardella (RN), qui dénonce « ces multimillionnaires qui s'engagent contre les Français ».

### JOSPIN SOUTIENT LE FRONT POPULAIRE

Après la candidature d'un ancien président de la République, François Hollande, sous la bannière du NFP, voici le soutien d'un ex-premier ministre. Lionel Jospin, chef du gouvernement entre 1997 et 2002, a salué dans un entretien au *Monde* la constitution du Nouveau Front populaire, « une des digues contre lesquelles peut se briser la vague (de l'extrême droite - NDLR) ». Dans le même temps, le socialiste dénonce le rôle d'Emmanuel Macron, qui « permet (au Rassemblement national) de frapper aux portes du pouvoir », notamment par son « égotisme ». Et de s'adresser au peuple de gauche : « Battons-nous, calmement et démocratiquement, pour qu'elles restent fermées. »



# « Avec le RN, la politique de la ville sera en grand danger »

Maire communiste d'Allonnes, dans la Sarthe, et président de l'Association des maires Ville & Banlieue, **Gilles Leproust** revient sur les effets du vote Rassemblement national dans les quartiers populaires.

**Q**uel écho le Nouveau Front populaire peut-il avoir dans les quartiers populaires ? Durant toute la campagne des élections européennes, nous avons été interpellés sur la question sociale. Dans le programme du Nouveau Front populaire (NFP), il y a des mesures qui pourront avoir un effet sur la vie quotidienne comme la hausse du Smic, des APL, ou encore l'abrogation de la réforme sur les retraites et celle de l'assurance-chômage. C'est essentiel parce que les gens disent que les politiques sont bien loin de leurs problèmes du quotidien. Là, on a des mesures concrètes de nature à redonner de l'espoir. Maintenant, il va falloir tout faire pour populariser les cent premiers jours de ce programme. Nous allons devoir aller à la rencontre des abstentionnistes dans les quartiers, de tous ceux qui doutent du politique, pour leur dire qu'au-delà des critiques qu'ils peuvent exprimer vis-à-vis des partis, on ne peut pas laisser passer le RN. La question, c'est : comment allons-nous être capables de transformer l'essai ?



**GILLES LEPROUST**  
Maire PCF d'Allonnes

Sentez-vous que le risque d'une arrivée de l'extrême droite au pouvoir mobilise ?

On ne peut pas généraliser. Il y a aussi beaucoup de gens qui ne disent rien, qui ont voté RN, comme dans certains quartiers de ma ville, où ce dernier fait 37 %. D'autres culpabilisent parce qu'ils n'ont pas voté. Mais il y a aussi ceux qui ont des interrogations, des colères et la volonté d'y aller le 30 juin. J'ai senti, notamment chez de jeunes mères de famille, une volonté d'utiliser leur droit de vote pour dire « on ne veut pas du RN ».

Quels risques le Rassemblement national fait-il peser sur les quartiers populaires ?

Tout ce qui relève de la politique de la ville serait mis en grand danger. Cela aggraverait la situation des habitants de nos quartiers populaires.

En outre, cet appel à la haine, cette façon de montrer du doigt celui qui n'est pas français, risquerait de se traduire par des situations de tension assez redoutables. C'est très préoccupant. Mais ce qui m'inquiète le plus, c'est la dimension démocratique. Nous faisons République ensemble. Sauf que les dirigeants du RN,

et même certains de droite, jouent la fracture en permanence. La situation est pourtant déjà suffisamment compliquée. Nous sommes un an après les émeutes (liées à la mort du jeune Nahel, tué par la police à Nanterre en juin 2023 - NDLR) et cette tension n'a pas disparu. Le RN risque de remettre de l'huile sur le feu, de créer des situations explosives, notamment pour ceux qui subissent au quotidien les difficultés de la vie. Il y aura de la colère, de la haine, et personne n'est en capacité de prévoir sur quoi cela pourrait déboucher.

**« On oppose les territoires entre eux, alors que tous sont confrontés aux problèmes des services publics, des mobilités... »**

La politique macroniste vis-à-vis des quartiers populaires a-t-elle offert un marchepied au RN ?

Le gouvernement n'a pas pris la mesure des souffrances et des fractures qui existent dans nos territoires, qui sont du pain béni pour le RN. Il n'y a pas eu de réponse concrète du pouvoir mais un jeu d'apprentis sorciers dans les discours et dans les faits. Tout cela peut conduire à des sentiments d'abandon et générer des divisions. Il y a une fracturation de la société, particulièrement sensible dans nos quartiers populaires, et qui avait commencé avant l'arrivée d'Emmanuel Macron au pouvoir. On oppose en permanence les territoires entre eux : grandes villes contre petites villes, zones rurales contre zones urbaines, alors que tous sont confrontés aux problèmes des services publics, des mobilités, de l'accès aux soins. L'enjeu, c'est de garantir à tous les habitants l'accès aux droits. C'est essentiel pour vivre en société, pour faire République. L'accès aux droits, c'est le meilleur moyen de combattre les idées du RN. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR CAMILLE BAUER

**JE COMMANDE \***

Le hors-série *Les clés pour combattre l'extrême droite* au prix de 4,90 € + 3 € de frais de port \*\*, soit 7,90 € x

exemplaire(s) =  €

Total de ma commande :  €

**4,90 €**

PRÉNOM

NOM

ADRESSE

VILLE

CODE POSTAL

TÉLÉPHONE

E-MAIL

\* Délai de livraison de 10 à 12 jours \*\* France métropolitaine

À renvoyer rempli et accompagné d'un chèque à l'ordre de l'Humanité à : L'HUMANITÉ, SERVICE DIFFUSION, 3, RUE DU PONT-DE-L'ARCHE, 37550 SAINT-AVERTIN



Pour commander en ligne et régler par carte bancaire, capturez ce QR code à l'aide de votre smartphone

**l'Humanité** **l'Humanité** **Humanité.fr**  
magazine



série  
en partenariat  
avec la



Fondation  
Gabriel  
Péri



Aux cris de « à bas les voleurs », les manifestants se regroupent place de la Concorde à Paris et affrontent les forces de police. AFP

# L'émeute qui tourne à la tentative de coup d'État

Le 6 février 1934, des mouvements et ligues d'extrême droite appellent à manifester devant la Chambre des députés. Une démonstration de force qui fait tomber le radical Daladier et ramène la droite au pouvoir.

**E**n mai 1932, la droite dite d'Union nationale perd la majorité au profit des radicaux. Plongés dans la crise économique, ceux-ci compromettent plus avant la situation budgétaire et la santé du franc. La mobilisation limitée des salariés du privé gagne les chômeurs, agriculteurs, anciens combattants et le service public. La crise devient morale et politique. Dans un climat délétère, cinq cabinets tombent en treize mois.

Les ligues et autres mouvements de droite extraparlamentaire se multiplient. Aux côtés de l'Action française de Charles Maurras, des Jeunesses patriotes de Pierre Taittinger, des Croix-de-Feu du colonel de La Rocque et de la Fédération des contribuables, Solidarité française, fondée par le

parfumeur François Coty, et le francisme de Marcel Bucard sont plus directement inspirés du fascisme italien. Ces mouvements recrutent parmi les victimes de la crise, classes moyennes en premier lieu, fédérant les mécontentements et rancœurs. Ils en appellent à l'omnipotence d'un chef et aspirent à une reprise autoritaire du pays.

## L'AFFAIRE STAVISKY

Fin décembre 1933, l'affaire Stavisky, un scandale politico-financier dans lequel sont compromis nombre d'élus radicaux, précipite leur action. Le président de la République confie au radical Daladier le soin de former un nouveau gouvernement qu'il doit présenter le 6 février devant la Chambre pour obtenir l'investiture. Dans l'intervalle, il limoge Chiappe, préfet de

police de Paris, dont les complaisances à l'égard des ligues sont notoires. La sanction met le feu aux poudres.

## HISTOIRE

L'Action française, les Jeunesses patriotes et la Fédération des contribuables appellent à manifester le 6 février contre Daladier et sont rejointes par les Croix-de-Feu et la fédération de la Seine de l'Union nationale des combattants (UNC).

Leur manifestation s'organise à partir de points de rassemblement éloignés les uns des autres mais qui dessinent un arc de cercle autour du Palais Bourbon, devenu la cible de l'antiparlementarisme, selon des itinéraires convergents vers lui à l'exception du cortège de l'UNC. Dépourvue

de tout ordonnancement rigoureux, cette manifestation s'adresse à tous et affirme un rapport aux masses qu'elle entend mettre en mouvement.

L'Action française invite ainsi ses « amis », les « Parisiens » et les « Français » à se dresser « contre le régime abject ». Les Jeunesses patriotes enjoignent au « peuple de Paris » « d'imposer silence aux factions et (de) donner à la nation des chefs dignes d'elle ». Seule l'Arac, située dans la mouvance communiste, soucieuse de disputer la colère des anciens combattants à l'UNC, sa très puissante rivale de droite, invite à manifester « contre le fascisme, la guerre impérialiste, le gouvernement voleur des mutilés de guerre et complice des escrocs ».

## VICTOIRE À LA PYRRHUS

Si les cortèges de l'UNC et de l'Arac se dirigent vers cet objectif strictement symbolique qu'est l'Arc de triomphe, les autres convergent vers la place de la Concorde, puis tentent de marcher sur le Palais Bourbon, protégé par les forces de police. Dans les travées de la Chambre, des élus de droite multiplient les interventions à dessein pour prolonger la séance. À l'extérieur, où règne la plus grande confusion, on crie « à bas les voleurs » et « démission » ! Le flot grossit d'heure en heure et la manifestation vire à la rixe sanglante avec les forces de police. Des autobus brûlent. Une barricade est échaudée. Daladier obtient un vote de confiance par 360 voix contre 220. Le calme ne revient pas pour autant. On compte au matin 15 morts et près de 1 500 blessés. La plus grande expression de violences à Paris depuis la Commune.

Daladier sollicite, la nuit durant, les soutiens indispensables pour mettre terme à l'émeute. Mais la justice, la police et l'armée ne les lui accordent qu'avec parcimonie. Il choisit de démissionner le 7 au matin. Cette capitulation transforme ce qui n'était qu'une manifestation particulièrement violente en un mouvement objectivement insurrectionnel. Un fait sans précédent dans l'histoire de la République.

La question de savoir si l'on peut qualifier le 6 février de tentative de coup d'État fasciste a longtemps divisé la communauté historique. Moins d'un an après la victoire d'Hitler, la réponse positive ne fit aucun doute pour les organisations ouvrières. Cette immédiate conviction

permit la riposte, son ampleur et son succès. Les ligues s'étaient cru très brièvement victorieuses. Mais, dès le 7 février, c'est à la droite classique que le président de la République s'adresse pour former le nouveau gouvernement. Le

processus complexe et long de construction du Rassemblement populaire contribue à muer leur brève victoire en victoire à la Pyrrhus. Les droites quittent la rue pour ne la retrouver que le 30 mai 1968. ■

DANIELLE TARTAKOWSKY

HISTORIENNE



# Des voix pour le Nouveau Front populaire



## La science, l'éducation et le vrai au cœur du projet

CÉDRIC VILLANI MATHÉMATICIEN,  
MEMBRE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES

Un front, une union, un rassemblement en soi ne sont pas forcément des mots enthousiasmants, depuis le temps qu'ils ont été accommodés à toutes les sauces, de gauche ou de droite, généreuses ou haineuses. Mais « Front populaire », c'est une tout autre affaire, une expression qui s'impose avec des images fortes et glorieuses, un sursaut au nom de l'intérêt public face au péril fasciste, des avancées sociales en droit du travail qui ont changé la vie des gens, et nul n'a détourné ou récupéré ce moment de lumière. À preuve, depuis que l'excellent François Ruffin a installé cette

référence dans l'espace public, les adversaires de ce nouveau front se sont acharnés, non pas à dénigrer l'ancien, mais à tenter de démontrer que l'actuel est indigne de la référence. Que de bêtises et de mauvaise foi on a entendues, jusqu'au président de la République, qui s'est cru obligé de donner ses leçons d'histoire et faire parler les morts. Mais les historiens sont venus nous le rappeler, le Front populaire n'était pas un mariage d'amour, c'était l'alliance, en responsabilité face à l'abîme et pour le bien public, de partis politiques de gauche qui s'étaient violemment combattus, une

alliance née moins de vingt ans après l'assassinat de Rosa Luxemburg par les sociaux-démocrates allemands. Et cette alliance, « alliance d'action » comme disait Blum, en était d'autant plus remarquable ! Il y a un autre élément majeur, moins commenté, du Front populaire, cher à mon cœur et qui résonne fort aujourd'hui : c'est la puissance de son action en recherche et éducation.

Incarnée par un Jean Zay, ministre emblématique de l'Éducation, dont le nom a été donné à notre premier grand super-calculateur public. Par un Jean Perrin, délégué ô combien emblématique à la recherche – le grand prix Nobel de physique, qui hypnotisait les députés et pouvait à lui seul arracher en une soirée 50 % d'augmentation du budget de la recherche, celui qui créa le palais de la Découverte et initia le CNRS... Convaincu comme ses

collègues que progrès scientifique et progrès social allaient de pair, que l'aventure scientifique se partage, qu'ouvrir des écoles, c'est fermer des prisons, selon le mot de Victor Hugo.

À l'heure où le pouvoir sabre le budget de l'éducation et de la recherche, où le puissant PDG de Total méprise publiquement notre plus célèbre climatologue, où l'extrême droite vit dans une réalité alternative façon Trump, où les libéraux et la droite ne semblent avoir comme horizon politique que la répression accrue par les peines plus lourdes, les coups de force illégitimes et le remplissage de nos prisons déjà plus engorgées que dans toute notre histoire, ce sera la fierté du Front populaire 2024 que de remettre encore la science, l'éducation et le vrai au cœur d'un projet de société démocratique, social et écologique. ■

**Ce n'était pas un mariage d'amour, c'était l'alliance, en responsabilité face à l'abîme, de partis de gauche qui s'étaient combattus violemment.**



## Remettre le pays sur de bons rails

THIERRY NIER SECRÉTAIRE GÉNÉRAL  
DE LA FÉDÉRATION CGT DES CHEMINOTS

Alors qu'un nouveau Front populaire émerge, l'heure est à la mobilisation de toutes et tous. Le monde de la finance incarné par le président Macron a fait tant de dégâts dans la vie des salariés (poussée des licenciements, baisse du pouvoir d'achat, réformes des retraites, de l'assurance-chômage...). Il a affaibli la vie des Français avec une dégradation sans précédent des services publics, que ce soit dans le transport ferroviaire, l'hôpital, l'école, l'énergie... Tout cela a généré un déclassement dans la tête des salariés, une mise à l'écart pour la population, selon qu'on réside en ville ou en milieu rural.

La perspective de voir l'extrême droite accéder au pouvoir, au-delà de l'inquiétude que cela suscite, nous impose de mener le débat avec les salariés dans les entreprises, et au-delà avec les retraités dans les lieux de vie, pour convaincre que ce n'est pas une solution. Mais, surtout, s'imaginer que de passer d'Attal à Bardella nous ferait changer de paradigme est une hérésie. En effet, la passerelle entre les deux est réelle, d'un point de vue de programme qui se veut répondre exclusivement aux intérêts des grands patrons, par exemple, en amplifiant les exonérations de cotisations sociales au nom de l'amélioration du pouvoir d'achat des salariés.

Les cotisations sociales qu'elles soient dites « patronales » ou « salariales » constituent une partie du salaire. Toute diminution de ces cotisations sociales constitue donc une baisse du salaire et déporte le financement de la retraite, des frais de santé, d'hospitalisation sur les assurances privées dont devraient s'acquitter les salariés. En 2022, les exonérations de cotisations sociales ne représentaient pas moins de 75 milliards d'euros de cadeau pour les patrons. La Sécurité sociale est donc directement menacée du fait de cette perte de financement.

La proposition faite par le RN d'augmenter le pouvoir d'achat des Français en allégeant les cotisations sociales « patronales » constitue une escroquerie. Ce qu'on imagine gagner d'un côté est repris de l'autre. Les patrons ne se trompent pas, ils s'expriment plus en faveur du RN que du Nouveau Front populaire !

Le Front populaire porte dans son programme une grande ambition de répartition juste des richesses qui permettrait d'augmenter les salaires, de développer l'emploi et de financer les services publics.

Cette perspective répond à la volonté de justice sociale exprimée notamment par la jeunesse que le patronat utilise à sa guise, sans tenir compte des diplômes obtenus, de la formation initiale qui leur a été dispensée.

En tant que cheminot et militant CGT, je défends sans tergiverser le Nouveau Front populaire avec qui nous allons amplifier notre bataille pour le développement des « petites lignes » ferroviaires

et l'emploi de cheminots, pour l'ouverture de gares et de guichets, contre la concurrence dans le transport ferroviaire, la liquidation programmée de Fret SNCF et le transfert de cheminots dans de nouvelles entreprises ferroviaires. ■

**La proposition faite par le RN d'augmenter le pouvoir d'achat des Français en allégeant les cotisations sociales « patronales » est une escroquerie.**



«L'histoire, c'est la passion des fils  
qui voudraient comprendre les pères.»

Pier Paolo Pasolini

## LA FEMME DU JOUR



Arundhati Roy

La célèbre écrivaine indienne est en danger. Des poursuites pour sédition en vertu de la loi antiterroriste ont été engagées, le 14 juin, par le gouverneur de New Delhi. L'affaire remonte à 2010. L'autrice avait défendu l'indépendance du Cachemire, région âprement disputée par l'Inde et le Pakistan. Sa notoriété semblait l'avoir épargnée malgré une plainte déposée en justice. Mais, en octobre 2023, le tribunal de New Delhi avait relancé l'instruction. Lauréate du Booker Prize en 1997 et du Prix européen de l'essai en 2023, Arundhati Roy est une figure emblématique de l'opposition au régime de Narendra Modi, dont elle dénonce la « dérive fasciste » et le « suprématisme hindou ». Selon plusieurs ONG, l'Inde figure parmi les dix premiers géoliers d'écrivains et d'intellectuels dans le monde. ■

LATIFA MADANI

## COUP DE PROJECTEUR

### La Thaïlande va autoriser le mariage pour tous

C'est une première en Asie du Sud-Est. La Thaïlande s'apprête à adopter un projet de loi sur le mariage entre personnes du même sexe. Trois mois après le vote des députés, les sénateurs thaïlandais devraient approuver le mariage homosexuel, ce mardi 18 juin. Le projet de loi sera ensuite envoyé au roi Maha Vajiralongkorn pour obtenir son aval. Il entrera en vigueur 120 jours après sa publication dans la Gazette royale pour ce pays de 70 millions d'habitants. Cette nouvelle législation confère aux couples homosexuels les mêmes droits qu'aux couples hétérosexuels en matière d'adoption ou d'héritage. La Thaïlande est sur le point de devenir le troisième pays d'Asie à légaliser le mariage entre personnes du même sexe après Taïwan et le Népal.

## L'œil de Babouse



BABOUSE

## LA BONNE NOUVELLE Un colonialiste laisse sa place à une « avenue de Gaza »

À Paris, l'association France Palestine Solidarité (AFPS) du 14<sup>e</sup> arrondissement a réussi, le 15 juin, à rebaptiser de manière éphémère la rue du Colonel-Monteil en « avenue de Gaza ». Cette initiative a permis de dénoncer la glorification de militaires qui se sont distingués dans les guerres coloniales, et de réclamer un cessez-le-feu immédiat à Gaza. Parfait-Louis Monteil, né en 1855, officier dans l'armée coloniale en Afrique occidentale, était un ultranationaliste, antidreyfusard, antirépublicain et

royaliste. Avec cette « avenue de Gaza », « nous avons aussi voulu signifier que nous restons mobilisés pour que la France pèse de tout son poids afin de stopper le martyre des Palestiniens à Gaza », a expliqué Thomas Lancelot, président de l'AFPS Paris 14<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup>. Cette mobilisation permet aussi d'agir « symboliquement pour exiger un cessez-le-feu définitif à Gaza, une entrée massive de l'aide humanitaire et la fin de l'occupation, de la colonisation et de l'apartheid », conclut-il. ■

VADIM KAMENKA

## L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

**Enquête** L'homme le plus riche du monde trimalle une image d'homme d'affaires libertarien. Pourtant, ses multiples prises de position antimigrants, antiwoke, pronataliste, et ses soutiens réitérés aux Giorgia Meloni, Viktor Orbán et Javier Milei devraient plutôt nous convaincre qu'Elon Musk est très clairement d'extrême droite.

**Santé** Dans le cadre du projet « L'autre, c'est moi », quatre écrivains ont accepté, pendant plusieurs semaines, d'embarquer des patients dans un travail créatif. Autistes, psychotiques, anxieux, phobiques... des patients de tous âges ont participé à des ateliers. Une initiative du Labo des histoires qui a donné lieu, fin mai, à un spectacle envoûtant à la Maison de la poésie.



LE BILLET  
DE MAURICE  
ULRICH

## Mère-grand

Non, non, non, « le journal ne donnera pas de consigne de vote à ses lecteurs ». Le directeur de la rédaction du Figaro, Alexis Brézet, a été clair avec la société des journalistes du quotidien. Ils s'inquiétaient de ses propos sur Europe 1, fustigeant les dirigeants des « Républicains » hostiles au rapprochement avec le Rassemblement national engagé par Éric Ciotti. Un débat, disait-il, « qui ne mérite pas ces anathèmes et ces excommunications », car « la fluidité entre les électeurs de droite, ça fait bien longtemps qu'à la base, c'est une réalité ». Certaines et certains se sont emballés : « On y est, le Figaro, le journal de François Mauriac, va voter RN. » Quelle idée. Lundi, l'éditorial démasquait « le double jeu » du Nouveau Front populaire qui consiste « à se déguiser en grand-mère pour mieux dévorer le chaperon ». Juste au-dessus, en plein milieu de la une, Marine Le Pen sereine derrière un bureau l'assurait : « Nous n'aurons aucune difficulté à constituer un gouvernement. » Des consignes de vote seraient superflues. ■

## C'EST UN MONDE

### Attentat en Colombie

Le père de Francia Márquez, vice-présidente de Colombie, a échappé ce dimanche à un attentat qui aurait pu lui coûter la vie. En pleine Fête des pères, son véhicule a été la cible de tirs sur une route de province. En janvier 2023, Márquez avait déjà été visée par une tentative d'attentat à l'explosif.

## CACTUS 40

### Les indices décrochent

Le CAC 40 a dévissé de 6,23 % la semaine passée, sa pire performance depuis 2022. « Il n'y a pas de mouvement de panique », répètent la présidente de la BCE, Christine Lagarde, et les ténors des places financières. En continuant de rêver d'une Europe toujours plus soumise aux dogmes libéraux.



# La rentrée 2024 marquée du sceau de la pénurie

**ÉDUCATION** Les résultats des concours de recrutement des professeurs des écoles annoncent, avec quelque 1 600 postes non pourvus, un mois de septembre une fois de plus difficile dans les écoles primaires.

L'attractivité des métiers enseignants, c'est comme les frites d'une célèbre marque états-unienne : ce sont ceux qui en parlent le plus qui y travaillent le moins. Ainsi, alors que la crise de recrutement au sein de l'éducation nationale est évidente depuis plusieurs années, que tous les ministres qui se sont succédé depuis Jean-Michel Blanquer ont bramé sur tous les tons qu'ils en faisaient leur priorité, les résultats du concours de recrutement des professeurs des écoles (CRPE) sont... catastrophiques. Et établissent déjà avec certitude que le 2 septembre, à la rentrée, de nombreux élèves du primaire n'auront pas d'enseignant devant eux.

Pour le seul concours externe, sur 7 917 postes ouverts, seulement 6 813 sont pourvus à l'issue des épreuves d'admission, soit un déficit de 1 104 postes. Comme le laissent prévoir les résultats de l'admissibilité, en mai, le manque se concentre sur trois académies : Créteil, Versailles et la Guyane. Dans la première (qui regroupe les départements de Seine-et-Marne, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne),



Le 2 septembre, de nombreux élèves n'auront pas d'enseignant. MATHILDE HAZARD/REA

avec 631 admis sur 1 037 postes ouverts, 61 % seulement des besoins sont couverts. À Versailles (Essonne, Hauts-de-Seine, Val-d'Oise et Yvelines), c'est pire : pour 1 230 postes, seulement 640 candidats

sont finalement admis, soit à peine plus de la moitié (52 %) des besoins couverts. Mais le triste record revient à la Guyane, où seulement 33 postes sur 152 se voient pourvus, soit... 22 %.

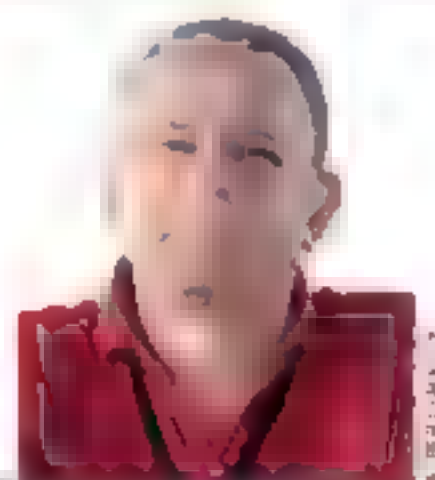
Le concours interne (ouvert aux agents titulaires ou non de la fonction publique) ne fait qu'aggraver la situation. S'il a permis à la Guyane de récupérer 11 maigres postes, dans les deux académies d'Île de France où 740 postes au total étaient ouverts, seuls 268 sont pourvus. Le déficit total se monte donc ainsi à près de 1 600 postes. Pour connaître les chiffres définitifs, il faudra encore attendre les résultats du concours supplémentaire ou, sur 1 400 postes ouverts, un peu moins de 1 200 candidats sont pour le moment admissibles.

L'enseignement du 1<sup>er</sup> degré ne se sort donc pas du cycle infernal : d'année en année, le manque de personnel se cumule pour dégrader les conditions de travail. Et, comme dans le même temps, aucune revalorisation salariale n'a été mise en œuvre pour permettre ne serait-ce que de compenser les pertes de pouvoir d'achat subies par les professeurs des écoles pendant des années de gel du point d'indice, celles et ceux qui ont envie de se lancer dans le métier se font de plus en plus rares. Au-delà du recrutement en catastrophe de contractuels venant d'horizons variés et pas, ou peu, formés, la solution que le gouvernement entend déployer est connue : une réforme de la formation initiale des professeurs qui, en plaçant les concours de recrutement dès la licence (au lieu du master), espère attirer un plus grand nombre d'étudiants. Outre que cette réforme organise « en même temps » une baisse de qualification des enseignants, ses résultats ne se feront pas sentir avant, au mieux, 2027. Autant dire que, dans ce cadre, la promesse du Nouveau Front populaire de revaloriser les salaires de 10 %, immédiatement, et de lancer, ensuite, un rattrapage des postes manquants de fonctionnaires dans les services publics prend un relief particulier. ■

OLIVIER CHARTRAIN

**Le programme du RN pour la Sécurité sociale est encore pire que ce qu'a fait Macron** depuis son accession au pouvoir. Sa principale proposition pour augmenter les salaires est de supprimer une partie des cotisations sociales afin que les augmentations de rémunération ne coûtent quasiment rien aux employeurs. Il s'agit donc d'une mesure ultralibérale qui conduit à une casse de notre système de protection sociale, qui obligera chacun à payer directement son assurance santé auprès d'un assureur privé et son fonds de pension pour sa retraite. La première étape décrite dans le programme, selon les économistes de l'Institut Montaigne très proches du patronat, chiffre à 10 milliards le manque de recettes pour la Sécurité sociale, soit autant que son déficit total en 2023. Il s'agit donc bien d'une politique qui vise à encore plus amputer les ressources de la Sécu, qui sont déjà aujourd'hui insuffisantes pour répondre aux besoins de la population. La conséquence est simple : pour pouvoir se soigner, il faudra payer de sa poche une assurance complémentaire dont le coût augmentera régulièrement, en proportion de la baisse des recettes de la Sécu. Mais cela est valable pour ceux qui

## LA CHRONIQUE SANTÉ DE CHRISTOPHE PRUDHOMME



### L'ultralibéralisme du RN

pourront se la payer, ce qui ne sera sûrement pas le cas des petits salaires. Il y a donc bien tromperie sur la marchandise pour les ouvriers et les employés qui, en votant pour le RN, croient que cela améliorera leur pouvoir d'achat. Bien au contraire, ce sera une baisse globale.

Autre élément de ce programme, la suppression de l'AME. En termes de santé publique, ce serait catastrophique, comme en témoigne l'exemple de l'Espagne qui a supprimé l'accès gratuit aux soins pour les étrangers en 2012 : hausse

des maladies infectieuses avec une augmentation de la mortalité dans la population générale, car les microbes n'ont pas de nationalité. Or, les bénéficiaires de l'AME dépendent annuellement 15 % de moins qu'un assuré social classique. Autre argument constamment mis en avant par le RN : la fraude des assurés sociaux, plus particulièrement d'origine immigrée, qui profiteraient honnêtement du système. Là aussi, il s'agit d'un mensonge, les chiffres de l'assurance maladie désignent clairement les fraudeurs : pour 80 %, les fraudes sont imputables aux professionnels de santé toutes catégories confondues, contre 20 % aux assurés sociaux.

D'autres propositions du Rassemblement national concernant la santé s'appuient sur des mensonges désignant à tort les immigrés comme responsables de toutes les difficultés de notre système de protection sociale. Ceux qu'il faut montrer du doigt et à qui il faut demander de rendre l'argent, ce sont les patrons et les professionnels de santé fraudeurs. Il est légitime d'être en colère contre la dégradation de notre système de santé, mais ne nous trompons pas sur les causes et les responsables. Faites le savoir autour de vous. ■



EN LUTTE

**HÔPITAL PYRÉNÉEN MALADE**

L'équipe du service de gériopsychiatrie du centre hospitalier de Lannemezan (Hautes-Pyrénées) a lancé un mouvement de grève contre le manque de moyens alloués. En solidarité, les représentants CGT de l'hôpital de Tarbes l'ont rejointe.

**GRÈVE À FRANCE TRAVAIL**

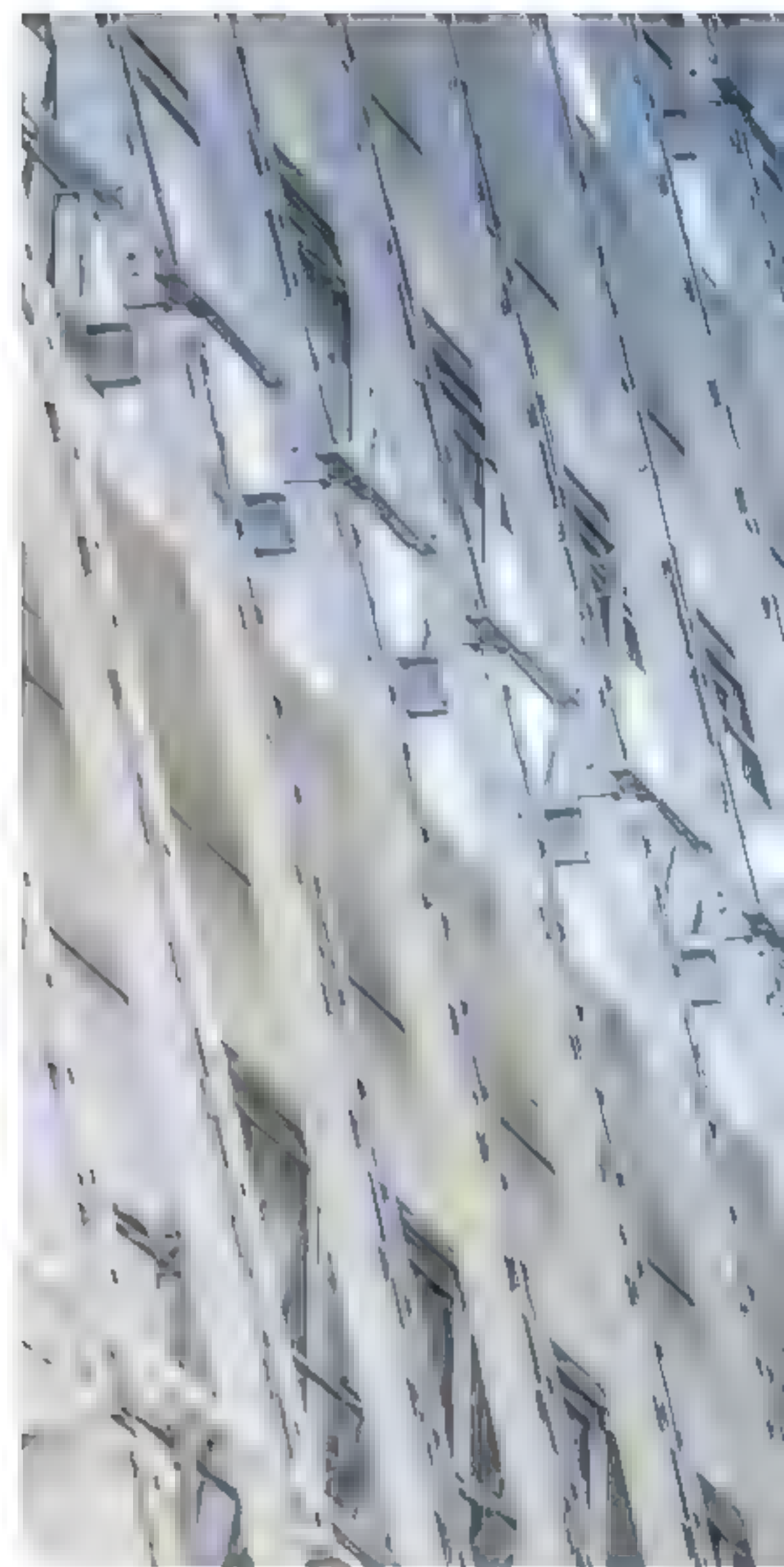
Un préavis de grève a été déposé pour le mardi 18 juin à France Travail, anciennement Pôle emploi, par l'intersyndicale de La Réunion. Elle dénonce notamment une dégradation des conditions de travail depuis le passage à une direction régionale, en 2019.

**MOBILISATION PÉRIGOURDINE**

La CFDT et l'Unsa santé et sociaux de Dordogne ont appelé les personnels des hôpitaux privés à se mettre en grève illimitée à compter de lundi 17 juin pour réclamer la mise en application d'un avenant permettant une hausse de leurs rémunérations.

# 2024, année noire pour les morts au travail ?

**ACCIDENTS** Des documents de la direction générale du travail auxquels l'Humanité a eu accès font état d'au moins 157 accidents mortels entre janvier et avril. Soit 30 à 40 décès de plus qu'à la même période les années précédentes.



**I**est 13 h 30 quand les pompiers retrouvent le corps d'un chauffeur de poids lourd dans l'Aisne enfermé dans son habitacle. Cet homme de 56 ans incarne la 139<sup>e</sup> mort au travail affichée par le compteur de l'Humanité depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024. Ce décompte s'appuie sur le recensement que tient inlassablement Matthieu Lépine sur X (1). Accident après accident, ce professeur de géographie tente depuis plusieurs années de mettre un nom, une histoire, un visage sur celles et ceux qui ne sont jamais rentrés de leur journée de travail.

Cette année, l'« hécatombe invisible » risque d'être pire que celle annoncée. « Cela me paraît évident, vu qu'il n'y a malheureusement pas un article à chaque fois qu'il y a un décès », devance ce Montreuillois dont la veille minutieuse se fonde sur des coupures de presse. Les synthèses mensuelles internes de la direction générale du travail (DGT) auxquelles l'Humanité a eu accès font état d'au moins 157 accidents mortels entre janvier et

avril (contactée, la DGT n'a pas répondu à nos questions). Sans surprise, l'industrie manufacturière et la construction demeurent les plus accidentogènes.

**DES COMPTAGES OPAQUES ET TRÈS PARTIELS**

Ces relevés de la DGT, qui reposent sur les signalements aux inspecteurs du travail, sont sûrement eux aussi en dessous de la réalité. Rien qu'en 2023, la note mentionne 400 accidents mortels. L'assurance-maladie, qui enregistre les déclarations officielles d'accidents, ne rendra publiques les données concernant 2023 qu'en janvier prochain. Les derniers chiffres disponibles s'élèvent à 738 décès en 2022. Mais, pour avoir une idée du nombre de vies volées par le boulot en un an, il faut ajouter les accidents de trajet (286) ainsi que les

maladies professionnelles (203), répertoriés aussi par la Sécurité sociale. Et encore, c'est sans compter les agriculteurs inscrits à la MSA, ni les travailleurs indépendants ou les fonctionnaires, dont l'accidentalité demeure opaque.

**738**  
C'est le nombre officiel de décès professionnels en 2022 (la média Politis aboutit au chiffre de 903)  
contre 630 en 2017

En recoupant différentes données, le média Politis aboutissait au chiffre de 903 en 2022. Or, sur cette année-là, l'inspection du travail n'en compte que le tiers (331). Et elle semble prendre en compte ceux ayant eu lieu dans l'enseignement ou dans « l'administration publique » sans qu'on ne sache réellement à quoi correspondent ces catégories. Pourquoi une telle différence entre la comptabilité de la Sécu et celle de la DGT ? Interrogé sur ce point, Simon Picou ne se l'explique pas. « Il arrive qu'un décès sur un chantier soit camouflé mais, si les pompiers et la police interviennent, on finit quand même par le savoir », s'étonne le représentant CGT des inspecteurs du travail. D'autant qu'un décret de 2023 oblige l'employeur à prévenir l'inspection dans les douze heures suivant le dernier souffle du salarié.

Malgré ce différentiel, les 157 morts collectées en 2024 par le ministère du Travail dessinent une tendance notable par rapport aux années précédentes. Sur les quatre premiers mois, la synthèse dénombre 113 décès en 2023, 101 en 2022 et 112 en 2021. Soit environ 30 à 50 décès en moins que cette année en cours. Dans son recensement, Matthieu Lépine, lui, ne trouve pas « d'évolution



L'AGENDA



**Du 19 juin au 26 juillet**  
En opposition à un plan social, l'intersyndicale CGT, CFDT, CFE CGC, Unsa et Snup de la Caisse des dépôts a enclenché un préavis de greve

afin de défendre le statut des contractuels  
**21 juin** À quelques semaines des jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, la CGT Ilevia, la CFDT et SUD appellent à la greve.

Les salariés de l'entreprise de transport de la métropole de Lille fustigent de n'avoir « aucune compensation à la hauteur ».  
**21 et 25 juin** Les dockers seront en greve, à l'appel de la CGT,

pour peser sur les négociations au sujet de l'application de la reforme des retraites et prolonger les mesures de départ anticipé pour les salariés ayant été exposés à l'amiante.



Rénovation et transformation de la tour Pleyel à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). LAURENT BRANCOUILLOTT/REA

majeure » entre ces périodes : « Cela ne veut pas dire grand chose puisque je reste totalement tributaire du travail en amont des médias. »

#### L'INQUIÉTUDE DE CERTAINS INSPECTEURS DU TRAVAIL

Reste que les notes mensuelles fournies par leur direction sont venues confirmer l'inquiétude de certains inspecteurs du travail. « Des les premiers mois, on était sur une série noire. Un collègue qui n'en a jamais eu à gérer s'est trouvé confronté à deux accidents mortels en début d'année », illustre un fonctionnaire francilien, qui lui-même a dû se rendre au chevet d'un ouvrier enseveli en janvier. « C'est un événement lourd, en général on s'y déplace à deux collègues. Les chefs descendent nous voir pour nous prévenir, tout le service est au courant. C'est vrai qu'on s'est fait la réflexion qu'il y avait un truc anormal », poursuit-il. Selon nos informations, en Île de France, 14 décès ont eu lieu de janvier à mars, dont l'un sur les travaux du Grand Paris. Soit 12 % des 157 décès du pays. Et près de la moitié de ces décès franciliens ont été enregistrés en Seine-Saint-Denis, où de nombreuses grues rythment le paysage.

De quoi animer les discussions dans cette union départementale de la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (Drietts). « On n'a pas pu s'empêcher de faire le lien avec les jeux Olympiques », confie un agent. Difficile de vérifier cette hypothèse reposant sur les échos de plusieurs chefs de travaux qui auraient accéléré les cadences en vue de l'événement sportif, dont plusieurs sites se trouvent en banlieue parisienne. Des restrictions de chantier y sont en effet prévues du 15 juin au 15 septembre, voire jusqu'au 30 septembre après les Paralympiques. « Quand bien même certains chantiers ne seraient pas fermés, avertissent plusieurs inspecteurs, la circulation des camions pour acheminer les matériaux ou le déplacement des salariés seront limités. » Selon les médias spécialisés, les entreprises sont censées avoir anticipé, mais le flou de mesure autour de la mise en application des consignes. 95 % des ouvrages estampillés JO sont aujourd'hui terminés. Des tribunes temporaires d'accueil du public sont en voie d'installation. À peine commencés, certains montages ont été suspendus en mars dernier pour « danger grave et imminent de chute de hauteur ». Officiellement,

la préparation de Paris 2024 n'a ôté la vie de personne. Officiellement, celle d'Amara Dioumassy a été fauchée le soir du 16 juin 2023, dans le quartier de la gare d'Austerlitz, sur un ouvrage commandé par la Ville de Paris. Dans les faits, ce père de famille travaillait sur le chantier du collecteur d'eaux usées participant à l'assainissement de la Seine, où les épreuves de natation en eau vive et de triathlon sont censées se disputer. Ses soutiens militent pour qu'une plaque commémorative soit posée en son honneur. Quant au chantier du Grand Paris Express, au moins sept personnes y ont perdu la vie en tentant de la gagner.

#### POLITIQUES NÉOLIBÉRALES : UN FACTEUR DE RISQUE

« Évidemment, l'obligation de respecter les délais des jeux Olympiques fait boule de neige sur l'ensemble des autres activités », résume Marie Martin. Depuis 2014, cette juriste à la fédération CGT de la construction suit les dossiers d'accidents mortels pour lesquels l'organisation se constitue partie civile et fournit une aide juridique et du soutien psychologique aux familles endeuillées. Déjà six sont en cours pour 2024. Le double par rapport à l'an dernier. « C'est plus qu'avant mais on reçoit davantage de signalements qu'avant, de la part de familles, de militants ou de contrôleurs. Notre démarche est plus connue », remarque Marie Martin.

Les JO parisiens n'expliqueraient pas à eux seuls une tendance plus générale. Alors qu'en trente ans la mortalité

« On reçoit davantage de signalements qu'avant, de la part de familles, de militants ou de contrôleurs. »

MARIE MARTIN, JURISTE

au travail a été réduite de moitié, elle stagne depuis les années 2000 avant d'augmenter au cours des années 2010, en particulier concernant les femmes. Par ailleurs, les maladies professionnelles ont plus que doublé en vingt ans. Une note récente de l'Institut La Boétie,

lié à la France insoumise, impute cette dégradation aux politiques néolibérales à l'œuvre depuis des décennies, menées au pas de charge ces dernières années. De fait, les décès professionnels ont bondi sous le premier quinquennat d'Emmanuel Macron, passant de 530 en 2017 à 738 (voire 903) en 2022. « Des chiffres jamais atteints au XXI<sup>e</sup> siècle », rappelle Matthieu Lepine.

Le premier ministre a semblé s'en rendre compte lors de sa prise de fonction. « On a trop d'accidents au travail en France, on a trop de Français qui meurent au travail », réitérait Gabriel Attal sur le plateau du JT de TF1 en mars. Fin 2023, le ministère du Travail avait lancé une campagne nationale de lutte contre la sinistralité au travail, relancée en mars avec un plan pour la prévention des accidents du travail graves et mortels. Les 157 morts depuis janvier démontrent que ces campagnes n'ont pas encore atteint leur but. ■

LUDOVIC SIMBILLE

(1) @DuAccident (Accidents du travail : silence des ouvriers meurent)

Sur Humanité.fr

Sur notre site, un formulaire vous permet de nous alerter du décès d'un proche au travail. Grâce à vous, nous essaierons de donner un visage à ces victimes, de raconter leur histoire.



# Le Kerala, toujours bastion de lutte

**INDE** Gouverné par les communistes, l'État du Sud résiste aux coups de boutoir de l'extrême droite suprémaciste du premier ministre Modi envers les minorités.

Thiruvananthapuram (Kerala, Inde), envoyé spécial.

**M**ême avec une forte humidité, Thiruvananthapuram est plus vivable que la fournaise de Delhi. La capitale du Kerala a certes 15 degrés de moins que la mégapole du Nord, mais l'ambiance y est plus calme et sympathique. Il suffit de quitter les grands axes bardés de véhicules et de publicités pour profiter du sud paisible de l'Inde. Ici, les ouvriers d'un chantier boivent le chai masala, le thé au lait typique du pays, au bord d'une rue colorée et bien entretenue. La Centrale des syndicats indiens tient une réunion devant une dizaine d'hommes assis sur des chaises. Au bout de la rue, une femme revient du marché de Connemara avec ses légumes, passant devant les murs décorés de graffitis de faucilles fauchant les blés.

Car le Kerala est un bastion historique du progressisme, et plus particulièrement du communisme. Sur les 140 sièges de l'Assemblée législative de l'État, 98 sont trustés par le Front démocratique de gauche, dont 61 pour le Parti communiste indien marxiste (CPI M) et 17 pour le Parti communiste indien (CPI). Dans le Sud, le Congrès (centre gauche) est une force d'opposition. Quant au Bharatiya Janata Party (BJP, extrême droite) de Narendra Modi, il fait chou blanc. Cette tendance est semblable dans les quatre autres États du Sud : le Tamil Nadu, le Karnataka, l'Andhra Pradesh et le Telangana.

Lors des législatives de 2019 et de 2024, le BJP n'a glané que 29 sièges sur les 129 que comptent ces cinq États. « C'est un échec pour eux, alors qu'ils clamaient qu'ils allaient en gagner dans le Sud », analyse Jean-Luc Racine, directeur de recherche au CNRS et spécialiste de l'Inde. Certes, ils en ont gagné un au Kerala, mais c'est comme

## REPORTAGE



Sur les 140 sièges de l'Assemblée législative de l'État de Kerala, 98 sont occupés par le Front démocratique de gauche. Ici des militants lors de la campagne électorale, le 6 avril, à Thrikkaruvu. CREATIVE TOUCH MAGNUS LTD/MURPHOTO/AFR

par hasard l'État où la coalition India est fortement divisée par la compétition entre le CPI M et le Congrès. » Pour les communistes, l'alliance est un bien autant qu'un mal : si elle a permis de remettre en question Narendra Modi, elle a aussi donné de nombreux sièges du Kerala au Congrès. « C'est une plateforme parmi d'autres, mais l'option principale est de construire d'immenses luttes et de donner confiance au peuple », avance déjà un cadre local du CPI M, non sans amertume.

### LE PRÉTEXTE DES VACHES SACRÉES

Outre la politique, la diversité de culte définit aussi Thiruvananthapuram. Des le petit matin, le quartier de Palayam est animé. L'odeur des arbres tropicaux est masquée par celle du thé pour lequel on se presse autour d'une échoppe, et celle des épices des premiers plats qui mijotent. Autour d'un carrefour trônent une église et une mosquée monumentales, toutes deux d'un blanc immaculé, à côté d'un temple hindouiste multicolore, recouvert de dorures et de décorations à la gloire de Ganapati – ou Ganesh. « C'est ça l'Inde, la vraie Inde ! Ce n'est pas

ce que le premier ministre veut faire », s'exclame Kavitha avant de rejoindre l'université du Kerala.

Sur le chemin de la fac, la jeune femme se remémore que « quand on était enfants, on jouait ensemble, on ne parlait pas de religion ». Adnan, son camarade, ne cache pas sa foi musulmane, ni sa crainte de la politique suprémaciste menée par Narendra Modi depuis dix ans. « On représente quand même 200 millions d'Indiens, rappelle-t-il. Mais on a l'impression que c'est de pire en pire, ou du moins que c'est plus décomplexé, parce que les massacres et la répression ne datent pas d'aujourd'hui. »

Avant de pénétrer sur le campus, le jeune homme nous fait visionner une vidéo sur les réseaux sociaux. Un bulldozer jaune – le symbole des supporters du BJP – a détruit le matin même les maisons de 11 familles musulmanes à Mandla, dans le Madhya Pradesh. La raison de ce déchaînement de violence : de la viande. Après une fouille de la police, cette dernière aurait trouvé dans les réfrigérateurs du bœuf, interdit dans la religion hindouiste. Le prétexte des vaches sacrées est utilisé par les ouailles extrémistes de Narendra Modi pour persécuter les musulmans.



Les suprémacistes, bien souvent issus du Rashtriya Swayamsevak Sangh qui forme la plupart des cadres du BJP, sont organisés en véritables milices islamophobes. Leurs cibles: les camionnettes conduites par des musulmans, qui pourraient transporter une vache. Et la violence peut frapper, que le bovin soit là ou non. Rien que le lendemain, l'un de ces groupes arrêtait un fourgon à Medak, dans le Telangana, devant une madrasa - une école musulmane. Des affrontements ont éclaté entre les extrémistes hindous et les musulmans, avec des jets de pierres et l'attaque de la madrasa par le groupuscule faisant plusieurs blessés.

#### LE MOTEUR ÉCONOMIQUE DU PAYS

La peur des agressions contre les minorités gagne même le Sud, pourtant réputé plus multiculturel, progressiste... Et développé. Si les cinq États méridionaux ne représentent « que » 20 % de la population de l'Inde, ils sont le moteur économique de la première démographie mondiale. Ils comptent notamment pour 31 % du PIB, 35 % des investissements directs étrangers et pour plus de la moitié des exportations indiennes dans le secteur de la technologie. Cette domination se decline aussi socialement: 86 % des femmes savent par exemple lire et écrire dans le Sud, contre 70 % dans le Nord.

Ces indicateurs sont de véritables obstacles pour Narendra Modi, qui puise l'essentiel de ses électeurs dans les États pauvres et surpeuplés du Nord. Les seuls Uttar Pradesh et Bihar, qui représentent 26 % de la population indienne et élisent donc plus de députés que les autres, sont son cœur de cible. Mais le partisan de l'hindou rashtra (« nation hindoue ») veut tout, et par tous les moyens. En plus d'appliquer des taxes spécifiques au Sud et d'y avoir mené 17 visites officielles en 2023, le premier ministre pousse pour une réforme électorale qui ferait passer l'Assemblée nationale de 543 à 753 députés. Encore plus alignée sur la population, la majorité des nouveaux sièges serait pour le Nord, réduisant l'influence de la gauche.

Nul ne sait si la perte d'influence de Modi au Parlement poussera ce dernier à lisser son discours, ou s'il persistera dans le suprémacisme. Quitte à risquer une sécession avec le Sud progressiste ? Ciblée elle aussi par le gouvernement, l'écrivaine indienne Arundhati Roy (lire aussi p. 10) met en garde contre une « balkanisation de l'Inde », portée par le « fascisme » au pouvoir depuis plus de dix ans. À Thiruvananthapuram, les camarades du Kerala l'assurent: ils ne cesseront jamais de le combattre. ■

AXEL NODINOT

## 85,3 milliards d'euros : un record pour l'arsenal nucléaire

**ARMEMENT** L'ONG Ican, qui milite pour l'abolition des armes atomiques, alerte, dans un rapport publié ce lundi, sur l'augmentation des dépenses, notamment de modernisation. Il estime que le risque de déflagration n'a jamais été aussi élevé.

**U**n nouveau montant record illustre la course à l'armement: 91,4 milliards de dollars dépensés en 2023 (85,3 milliards d'euros) en ce qui concerne les arsenaux nucléaires. Des chiffres avancés par l'ONG Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (Ican), ce lundi. Dans son rapport, elle pointe que les 9 États détenteurs de l'arme atomique - États-Unis, Russie, Chine, Royaume-Uni, France, Inde, Israël, Pakistan et Corée du Nord - ont déboursé 10,8 milliards de dollars de plus qu'en 2022. « On estime que ces dépenses ont augmenté de 13 %. Pire, ils ont dépensé sur les cinq dernières années 387 milliards de dollars. Cette volonté de moderniser leur arsenal nucléaire ne dépend pas de la guerre en Ukraine mais bien d'une stratégie décidée quinze ans auparavant », explique le directeur de l'Ican France, Jean-Marie Collin.

La forte augmentation des budgets de défense aux États-Unis participe à cette hausse. Avec 51,5 milliards de dollars par an et une augmentation de 18 %, Washington pèse plus de la moitié des dépenses mondiales. « Cet engrenage à laquelle la France et

la Grande-Bretagne participent favorise une prolifération mondiale. La Chine, qui assiste au non-respect des divers accords globaux par ces trois puissances, a multiplié ses dépenses pour devenir le deuxième plus gros dépensier avec un budget de 11,9 milliards de dollars. En l'espace de cinq ans, Pékin est passée de 290 armes nucléaires à 500 », constate Jean-Marie Collin.

#### « DES MENACES IMPLICITES ET EXPLICITES »

Le Stockholm International Peace Research Institute (Sipri) a révélé une autre enquête, ce lundi, sur l'arsenal nucléaire mondial, estimé en 2024 à 12 121 ogives. Si le chiffre est en légère baisse (391 armes en moins) par rapport à 2023, il cache une augmentation du nombre d'armes déployées: 3 904, contre 3 844 l'an dernier. Et 2 100 sont maintenues en état d'« alerte opérationnelle élevée ». Pour Wilfred Wan, du Sipri, « depuis la guerre froide, les armes nucléaires n'ont jamais joué un rôle aussi important dans les relations internationales »; 90 % de ces têtes nucléaires appartiennent à la Russie et aux États-Unis.

La France a dépensé 5,6 milliards d'euros en 2023, contre 4,4 milliards en 2019, et projette d'en dépenser 6,4 milliards l'année prochaine. Une hausse continue qui équivaut à 10 654 euros dépensés chaque minute et sans aucune transparence. De plus en plus d'États cachent le coût réel de cette dissuasion nucléaire. En France, tout un tas de montants sont écartés: Rafale, indemnisation des victimes des essais nucléaires, mise en condition opérationnelle des missiles...

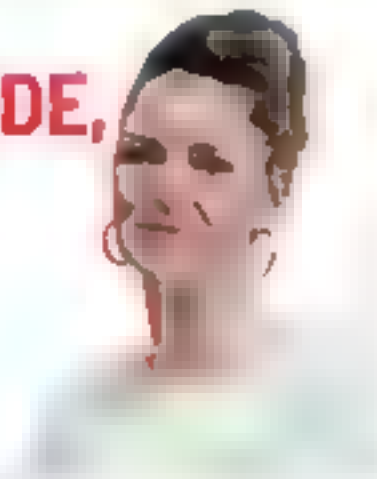
Par ailleurs, le risque d'utilisation de ces armes n'a jamais été aussi élevé. « Les menaces implicites et explicites d'utilisation dans les conflits comme en Ukraine y participent. Cette dynamique générale est inquiétante, sauf pour les industriels, qui profitent de cette insécurité mondiale. Ils jouent sur les deux tableaux avec les armes conventionnelles et non conventionnelles qu'ils exportent. Les exportations permettant de financer de nouveaux équipements nucléaires et la recherche », conclut Jean-Marie Collin. Le traité de non-prolifération et le Tian demeurent des moyens d'action pour stopper cette prolifération. ■

VADIM KAMENKA

**C**'est une photo de Philippe Poutou sur fond rose clair, avec des cœurs et des paillettes, tandis qu'on peut lire en lettres mauves: « Un vote pour Poutou est un vote utile. » Sur les réseaux sociaux, le matériel de campagne prend un coup de jeune! C'est de l'humour, mais en partie seulement. Des études ont montré que, pour attirer l'attention, le message comptait moins que le support. Alors, sur TikTok et Instagram, les militant·es se déchainent et multiplient les formats. Des petites vidéos des candidat·es face cam, amusantes et rythmées, suscitent de l'enthousiasme, et permettent de les faire connaître. N'oublions pas non plus que les algorithmes masquent et censurent fréquemment les contenus politiques. Donc pour diffuser nos consignes de vote, la créativité, l'humour et les chatons sont nos meilleurs atouts!

Il faut d'autant plus occuper l'espace numérique que l'extrême droite a depuis longtemps investi Internet, les réseaux sociaux, les jeux vidéo et, désormais, l'intelligence artificielle. Au milieu des années 1990, le FN est le premier parti en France à se doter d'un site Internet et lance même un jeu vidéo à la gloire de Jean-Marie Le Pen. Dans ce « jeu », le président du FN chasse gaiement

### REGARD SUR LE MONDE, LA CHRONIQUE DE CHARLOTTE RECOQUILLON



## Poutou sur fond rose à paillettes

« les ennemis de la France », parmi lesquels on retrouve des adversaires politiques comme François Mitterrand, Philippe de Villiers, Jacques Chirac... Le racisme et l'islamophobie sont en bonne place à travers le personnage d'un islamiste anonyme et de Fodé Sylla, le président de l'association SOS Racisme, représenté avec un os dans le nez. Chaque victoire est célébrée par quelques notes des Walkyries du compositeur allemand antisémite, Richard

Wagner. Manier les nouveaux codes de langage a permis au Front national de se normaliser d'une part, et désinformer et de discréditer ses adversaires, d'autre part. C'était important dans un contexte où les médias ne lui donnaient pas la parole. Cela dit, même avec la complaisance dont il bénéficie actuellement, le RN (ex-FN) aime se poser en victime ostracisée et censurée, exclue des espaces légitimes. C'est donc sur TikTok que Jordan Bardella a fait sa campagne.

Mais ce sera sur TikTok que le nouveau Front populaire (NFP) gagnera! Les influenceurs commencent à mouiller le maillot et prendre la parole pour inciter les jeunes à aller voter. Les community managers du NFP sont sur le pont. Il faut que nous nous y mettions tous. Le plus important est d'agir à notre échelle: nos collègues, nos voisins, notre famille, nos amis... identifions les abstentionnistes de notre entourage pour les aider à aller voter! IRL (in real life), organisons des fêtes du vote, allons-y en groupe, covoturons, suivons la soirée électorale (ou le match) à plusieurs. Créons nous des souvenirs citoyens. L'heure est grave, mais avec enthousiasme, espoir et détermination - et des filtres à paillettes -, nous écrirons l'histoire. ■



# L'Ahramat, le bras disparu du Nil

**ARCHÉOLOGIE** Une équipe de scientifiques a reconstitué le parcours d'un segment asséché du fleuve. Cette découverte explique l'emplacement des 31 gigantesques nécropoles, situées sur une étroite bande désertique de 60 km, à l'ouest du cours d'eau actuel.

**U**n des principaux mystères de la construction des pyramides d'Égypte vient d'être levé. Des chercheurs sont parvenus à établir la carte d'un bras disparu du Nil qui a permis le transport des ouvriers et des blocs de pierre des 31 pyramides situées entre Gizeh près du Caire, où se trouvent celles de Kheops, Khephren et Mykérinos, jusqu'à la nécropole de Licht, 60 kilomètres plus au sud. Bâties durant près d'un millénaire, sous l'Ancien et le Moyen Empire, il y a 4 000 à 5 000 ans, elles se situent de nos jours sur une étroite bande désertique à l'ouest de la vallée du Nil. Pourquoi ces pyramides ont-elles été érigées si près



Les pyramides de Gizeh, près du Caire : Mykérinos, Kheops et Khéphren.  
BETTY MABES/ISTOCK PHOTO



les unes des autres ? Car, à l'époque de leur construction, elles se trouvaient à proximité d'une importante branche du fleuve depuis asséchée, puis ensevelie sous les terres agricoles et le sable du désert. Une équipe internationale de scientifiques, conduite par la géomorphologue égyptienne Eman Ghoneim, professeure à l'université de Caroline du Nord aux États-Unis, a reconstitué le parcours de ce cours d'eau qu'elle a baptisé « Ahramat », signifiant « pyramide » en arabe.

Dans leur étude publiée dans la revue *Communications Earth & Environment*, les chercheurs soulignent que « le plus grand champ de pyramides d'Égypte est regroupé le long d'une étroite bande désertique, mais aucune explication convaincante n'a été donnée jusqu'à présent quant à la raison pour laquelle ces pyramides sont concentrées à cet endroit précis ». De Licht à Gizeh, en passant par Dahchour, Saqqarah et Abousir, toutes ces pyramides semblent presque alignées sur un axe nord-sud parallèle au lit actuel du Nil. Si les gigantesques nécropoles devaient « logiquement », selon les chercheurs, être construites près de fleuves importants, « aucune voie d'eau n'avait été trouvée à proximité du plus grand champ de pyramides d'Égypte, le Nil se trouvant à plusieurs kilomètres de là ».

#### « UNE AUTOROUTE » ANTIQUE

Et pourtant, pour apporter sur les chantiers des blocs de pierre dont le poids pouvait varier de 500 kilos à 3 tonnes, comme sur la pyramide de Khephren, quelle meilleure solution qu'une large voie navigable ponctuée de temples servant de quais sur les rives puis de routes d'accès jusqu'aux pyramides situées, en moyenne, à environ 1 km ? En effet, « de nombreuses pyramides, datant de l'Ancien et du Moyen Empire, expliquent les chercheurs dans leur article, ont des chaussées qui mènent à la branche du Nil et se terminent par des temples de la vallée qui ont pu servir dans le passé de ports fluviaux ».

Les scientifiques ont dressé une carte afin de représenter la portion de 64 kilomètres de long du bras Ahramat qui coulait à l'ouest du Nil actuel, s'en éloignant parfois jusqu'à 10 kilomètres. Ce fleuve, de 2 à 8 mètres de profondeur, avait entre 200 et 700 mètres de largeur, ce qui faisait de cette voie navigable « l'équivalent d'une autoroute

**Il y a environ 4 200 ans, une intense sécheresse a provoqué le déplacement de cette partie du fleuve vers l'est et son ensablement.**

dans l'Égypte antique », explique Eman Ghoneim. Pour établir cette première carte paleohydrologique de la région de Licht-Gizeh, les chercheurs ont combiné, précisent-ils, « l'imagerie satellite radar avec des données géophysiques

et des carottages profonds du sol pour étudier la structure et la sédimentologie du sous-sol dans la vallée du Nil, à proximité des pyramides ». Grâce aux mesures prises par radar depuis des satellites, ils ont pu dévoiler le sol sous la couche de sable et sous le limon des terres agricoles pour révéler l'ancien cours d'eau enfoui. Ensuite, les scientifiques ont mené in situ des études de sol et des forages jusqu'à 20 mètres de profondeur qui ont confirmé les données satellitaires. Ils ont aussi travaillé de façon multidisciplinaire avec des archéologues,

des experts et des membres des communautés locales pour contextualiser leurs recherches.

#### « UN ENVIRONNEMENT DE TYPE SAVANE »

Reste désormais à comprendre comment le cours du Nil et ceux de ses bras se sont transformés depuis l'époque pharaonique. En effet, « au fil du temps, notent les chercheurs, le cours principal du Nil a migré latéralement et ses bras périphériques se sont ensablés, laissant derrière eux de nombreux sites égyptiens anciens éloignés du cours actuel du fleuve ». Plusieurs changements environnementaux et hydrologiques se sont produits au cours des derniers millénaires. Alors qu'il y a environ 12 000 ans, le Sahara était « un environnement de type savane, avec de grands systèmes fluviaux et des bassins lacustres, en raison d'une augmentation du niveau de la mer à la fin du dernier maximum glaciaire », le Nil déployait de multiples bras secondaires. Puis la situation s'est progressivement inversée à la suite d'une intense sécheresse, il y a environ 4 200 ans, provoquant le déplacement d'Ahramat vers l'est et son ensablement sous l'effet de tempêtes venues du désert. Désormais, l'équipe va procéder à la datation des sédiments enfouis pour étudier les transformations d'Ahramat. Elle va aussi prolonger la cartographie de la voie navigable au-delà de la zone des pyramides, vers le sud de l'Égypte, pour tenter de remonter jusqu'à sa source, « probablement près de la frontière avec le Soudan », suppose Eman Ghoneim. ■

ANNA PIROU

## Découverte d'un papillon amazonien hybride

**BIOLOGIE** Fait très rare dans le monde animal, l'*Heliconius elevatus* est né, il y a 200 000 ans, d'un croisement de deux espèces.

Dans le monde du vivant, la formation de nouvelles espèces est présentée comme la division d'une espèce ancestrale en au moins deux nouvelles variétés. Mais une équipe scientifique internationale, dont des chercheurs du CNRS, vient de mettre en évidence la formation d'une nouvelle espèce par un processus d'hybridation. Dans leur étude, publiée dans la revue *Nature*, les scientifiques se sont intéressés à un groupe de papillons amazoniens, nommé *Heliconius elevatus*, car leur coloration est différente de celles dont ils sont génétiquement proches. Ils révèlent que ce lépidoptère est issu du croisement, il y a environ 200 000 ans, entre l'*Heliconius pardalinus* et l'*Heliconius melpomene*.

Ce phénomène très rare dans la nature est appelé « spéciation hybride ». En général, l'apparition d'une nouvelle espèce est représentée comme un arbre dont les branches se divisent en créant de nouvelles. Ce processus résulte de la séparation par une barrière géographique ou écologique de deux groupes distincts qui évoluent jusqu'à fabriquer une espèce autre. Ne répondant pas à ce modèle, la création par spéciation hybride est donc considérée comme rarissime. Mais cela tient peut-être au fait qu'elle est très difficile à mettre en évidence. La fréquence de cette hybridation dans la diversification du vivant reste donc à définir. ■

A. M.



**Peut-on vraiment décarboner l'industrie, alors qu'elle fonctionne encore pour beaucoup au charbon, au gaz et au pétrole ?** L'enjeu est simple : ne pas y parvenir signifierait ne pas atteindre les objectifs climatiques décidés en 2009 et 2015 et donc s'engager dans un réchauffement aux conséquences ingérables, en particulier pour les populations et pays pauvres. Bonne nouvelle, annonce une étude (1) du Fraunhofer Institute, un centre de recherche allemand, électrifier la plupart des procédés industriels les plus émetteurs de gaz à effet de serre utilisés dans l'Union européenne est possible.

**Le plus gros paquet à gérer ? La chaleur. Les trois quarts des émissions de gaz à effet de serre de l'industrie européenne proviennent de la combustion d'énergies fossiles pour produire de la chaleur.** Usines de la chimie, aciéries, cimenteries, fabrication du papier, agroalimentaire, produits manufacturés... Or, montre cette étude, il est possible d'éviter 90 % des émissions associées d'ici à 2035 par l'utilisation de technologies électriques déjà éprouvées ou démontrées comme les torches à plasma, les arcs électriques, l'induction, etc. Qu'il s'agisse des 200 °C à 500 °C des usines chimiques



### LA CHRONIQUE SCIENTIFIQUE DE SYLVESTRE HUËT

## De l'électricité pour l'industrie

ou des 2 500 °C nécessaires à la sidérurgie et les forges des aciéries, les technologies électriques sont désormais en capacité de les fournir.

**Des politiques publiques nationales et européennes, incitatives ou réglementaires, visant à éradiquer les émissions de gaz à effet de serre des industries sont donc techniquement possibles.** Et dans des délais correspondant à l'urgence climatique si les investissements massifs permettant cette conversion à grande échelle sont réalisés.

Il restera à assurer l'alimentation en électricité bas carbone de ces futurs équipements. Environ le tiers de la demande énergétique de ces secteurs est alimenté en électricité, pour environ 1 000 térawattheures par an (le double de la consommation électrique française totale en 2023). Il faudrait donc y ajouter environ 2 000 TWh par an à capacité industrielle inchangée. Un objectif tout sauf marginal, comparé aux 2 600 TWh de la production totale d'électricité de l'Union européenne actuelle. En outre, cette production est encore à près de 40 % réalisée à partir de gaz et de charbon, ce qu'il faut éliminer. **Ces calculs en ordre de grandeur indiquent clairement que le débat qui oppose le nucléaire et les renouvelables est en contradiction totale avec les enjeux climatiques.** Seul un développement hardi de ces deux sources d'électricité bas carbone est susceptible de répondre aux besoins de l'industrie comme de la vie quotidienne des Européens dans le respect des objectifs climatiques.

(1) Fraunhofer ISI (2024): Direct Electrification of Industrial Process Heat. An Assessment of Technologies, Potentials and Future Prospects for the EU. Study on Behalf of Agora Industry Alexandra Langenheld et al



# L'esprit caribéen souffle sur Branly



**ETHNOLOGIE** L'exposition du musée du quai Branly témoigne de ce que furent les deux grandes sociétés des Caraïbes, les Taïnos et les Kalinagos, avant l'arrivée des Européens. Et donne à comprendre ce qui perdure d'une culture disparue.

**D**evant cette immense carte de la Caraïbe qui plante le décor des le début de l'exposition et trace l'espace de ce qui furent les aires des sociétés taino et kalinago, une singulière pensée saisit le visiteur : que reste-t-il des civilisations perdues ? Des objets, des rites, quelques mots ? Une idée peut-être, que l'on perçoit en mobilisant l'imaginaire. Et ce que la science peut en dire.

Cette exposition au musée du quai Branly permet de retracer, resituer l'art de ces sociétés, avec leur part de mystère : « Beaucoup d'usages ne sont pas connus », pointe André Delpuech, commissaire de l'événement. Il reste des mots, donc : Taïnos, Kalinagos. Les premiers peuplaient les Grandes Antilles, les autres les Petites. Des noms dont on sait peu : « Pour les Kalinagos, il s'agit du nom rapporté par ceux qui le sont toujours. Les Taïnos, on ne sait pas trop... » introduit-il. Les premiers, appelés aussi « Caribs », ont donné ce nom à l'ensemble de la région Caraïbe, et sans doute aussi au mot cannibale, de par leur réputation d'anthropophages

Christophe Colomb, en parlant avec les Taïnos, « entend parler de gens méchants qui viennent les manger », précise le commissaire, précurseur de l'archéologie de la Caraïbe. Les deux sociétés entretenaient d'ailleurs des liens complexes et souvent violents.

Les Kalinagos existent toujours : sur l'île de la Dominique, où ils avaient été expulsés au XVII<sup>e</sup> siècle après une énième révolte contre le colonisateur, un territoire kalinago perdure : « Les rites et les langues y ont été perdus. Mais, jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle, il y en avait encore au nord de la Guadeloupe, vers Anse-Bertrand. Aujourd'hui encore, des Guadeloupéens ont des origines kalinagos », ajoute André Delpuech.

Voici trente ans, une première exposition consacrée aux Taïnos, considérée aujourd'hui comme un prologue au Quai Branly, avait été organisée au Petit Palais sous l'influence de Jacques Chirac. « Il en connaissait déjà plus que la moyenne, sourit André Delpuech, mais le grand public ignorait tout, surtout dans les Antilles françaises. Il y avait une hiérarchie des civilisations, et celles des Caraïbes intéressaient peu. Ce sont avant tout des peuples du végétal, des génies en la matière. » Dans les vitrines, les objets témoignent des deux époques : précolombienne puis coloniale. « Les sociétés autochtones, puis la conquête,



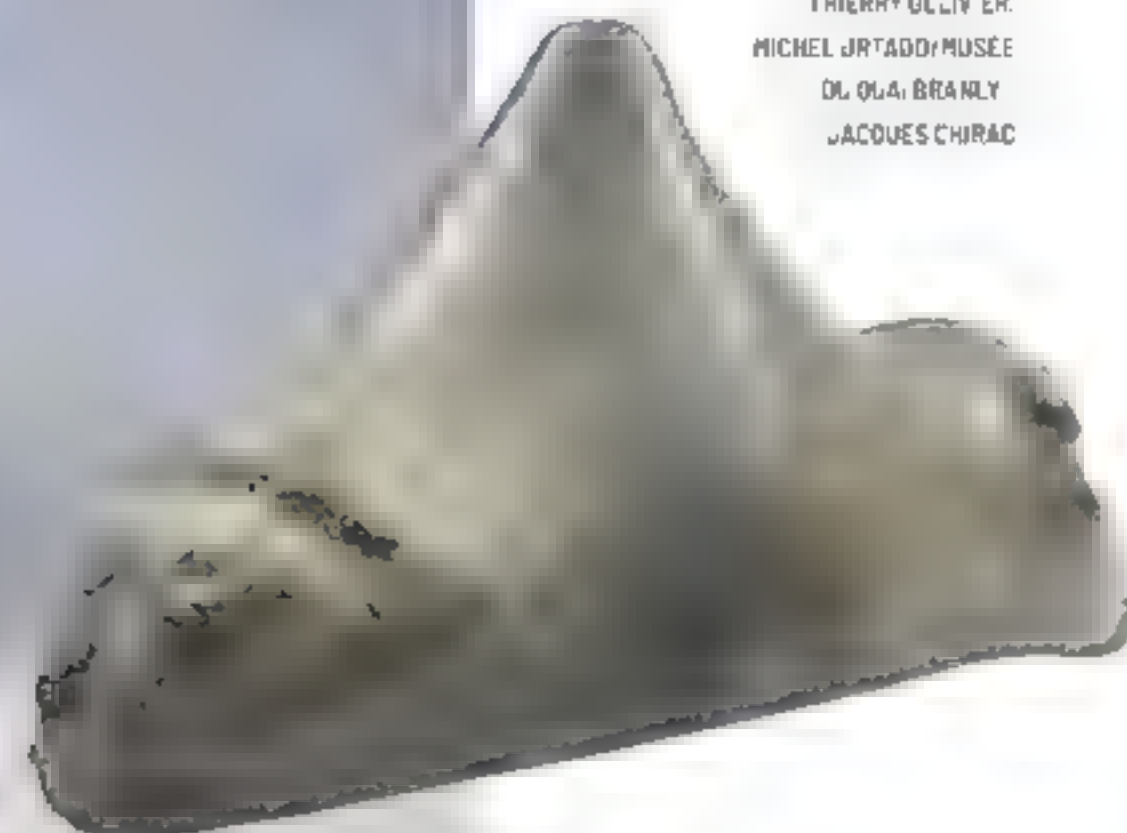
Statuette anthropomorphe en basalte noir représentant un ancêtre ou un zemi (nom donné à tout être surnaturel).  
THIERRY OLLIVIER, MICHEL JORDAO/  
MUSÉE DU QUAI BRANLY - JACQUES CHIRAC

Siège taillé dans la masse d'un tronc de gaïac. Dénommé « duho », celui-ci a la forme d'un être hybride qui mélange des traits humains et félins. HUGHES DUBOIS/MUSÉE DU QUAI BRANLY - JACQUES CHIRAC



En haut : « Idole de la cohoba » (1299-1370 ap. J.-C.), statue taino de République dominicaine  
YVON GILBERT DUFOURNIER

Ci-dessous : sculpture zoomorphe en pierre volcanique. Les divinités taïnos étaient figurées par des objets en pierre, bois ou coton, conservés par les chefs ou dans les temples.  
THIERRY OLLIVIER, MICHEL JORDAO/MUSÉE DU QUAI BRANLY - JACQUES CHIRAC





« jusqu'à aujourd'hui », indique André Delpuech. Un siège cérémoniel un « duho », venu de l'île d'Hispaniola que les Tainos nommaient « Ahatti », témoigne d'une grande complexité sociale. Réservé aux dignitaires tainos de haut rang, il était serti de pierres précieuses, d'or et de coquillages. La sculpture au décor anthropo-zoomorphe avait sans doute été offerte en 1494 par la cacique Anacoana (Fleur d'or en langue taïno) à Bartolomeo Colomb, frère de Christophe. La cacique finira pendue en 1504, après un massacre orchestré par le gouverneur colonial Nicolas de Ovando. La scène de cette pendaison est visible sur un tableau du peintre contemporain haïtien Frantz Zéphirin. Comme un écho lointain et actuel à l'histoire macabre des Tainos.

### UN PARADIS DÉTRUIT... ET RETROUVÉ

Car « des 1530 environ, les Tainos ont quasiment disparu », précise André Delpuech. Massacres, bouleversement civilisationnel et bien sûr choc épidémique, principal facteur de dépopulation. Avec peu de sources aujourd'hui, pour comprendre une société que les premiers conquérants prenaient pour une terre mythique : « Colomb pensait ne pas être loin du paradis », indique l'historien. Anneaux mystérieux, statuettes anthropomorphes, calebasses finement ornées, pierres taillées en forme de hache dont on suppose qu'elles avaient plus une fonction d'apparat que de tranchage... autant d'objets dont on tente de percer les secrets.

### « Ce sont avant tout des peuples du végétal, des génies en la matière. »

ANDRÉ DELPUECH,  
COMMISSAIRE DE L'EXPOSITION

Telle cette série de pierres à trois pointes, une « spécifique antillaise », dont les côtés sont sculptés en forme de visage. L'une d'elles témoigne des relations entre Tainos et Kalinagos : « Elle a été trouvée à la Dominique, mais provient sans doute de

Porto Rico, raconte André Delpuech. Donc sans doute volée... » au cours des expéditions guerrières des Kalinagos.

Deux vitrines sont consacrées à des objets dont la finalité est avérée. L'une est centrée sur le jeu de balles, que l'on retrouve sur d'autres parties du continent américain. « Même s'ils sont moins spectaculaires que ceux des Mayas, certains sites sont connus à Porto Rico », précise le commissaire. L'autre expose des pièces majeures de l'exposition, le résultat de « dix-huit années de recherches ». Elles ont trait au rituel de la cohoba, une plante hallucinogène dont les graines sont broyées, mélangées avec des coquilles puis passées au feu pour obtenir une fine poudre, laquelle était alors « sniffée, après que le consommateur s'était fait préalablement vomir à l'aide d'une spatule », indique l'historien. Devant les yeux du visiteur, ces spatules finement sculptées dans le bois, ces inhalateurs avec deux orifices à introduire dans le nez jouxtent une œuvre centrale : une statue de bois, dont la tête est surmontée d'un plateau qui servait à inhaler la drogue. « Là encore, il faut l'imaginer incrustée de pierres précieuses et d'or », précise André Delpuech.

Des Tainos et des Kalinagos, il ne subsiste donc quasiment rien de matériel, si ce n'est ce que retrace cette exposition Et le territoire de la Dominique. Mais la culture persiste, redécouverte, réinventée par les tenants d'un mouvement nommé « néo taïno » qui irrigue toutes les Caraïbes. Un héritage qui conclut la visite, avec notamment des œuvres de Frantz Zéphirin. Ce lointain lien culturel est illustré par les Garifunas à Saint Vincent et la Dominique, issus du métissage entre esclaves africains évadés, les negres marrons, et autochtones caribéens. « Aujourd'hui, la présidente de la Dominique se dit elle-même kalinago, conclut André Delpuech. Il existe un mouvement d'affirmation culturelle, avec par exemple des indépendantistes à Porto Rico contre les États-Unis. Partout, dans les Caraïbes, il y a une réappropriation du passé. L'histoire a fait le tour... » ■

BENJAMIN KÖNIG

## Nice dans le regard de Berthe Morisot

**EXPOSITION** Le musée Chéret consacre un événement aux deux séjours sur la Côte d'Azur de cette figure de l'impressionnisme et invite à un regard sur les femmes peintres de son temps.

Nice (Alpes-Maritimes), envoyé spécial.

**L**e 21 novembre 1881, Berthe Morisot arrive à Nice avec son mari, Eugène Manet, le frère du peintre, et leur fille Julie, alors âgée de 3 ans. C'est pour eux une villégiature dans une ville qui accueille nombre d'hivernants appartenant à l'aristocratie et à la bourgeoisie cosmopolites. Ils en sont mais ne s'y reconnaissent pas vraiment, et Berthe a la plume assassine dans son courrier : « Rien ne me retient ici, la société est atroce, mon hôtel est peuplé de femmes sans mari qui ne rachètent pas par leur élégance l'étrangeté de leur situation. » Elle appartient à un autre monde. En 1874, elle est la seule femme qui participe à la première exposition de ceux qui seront les impressionnistes et s'est imposée par son talent dans un monde d'hommes.

Le couple repart en mars et reviendra une seconde fois pour l'hiver 1888-1889. C'est à ces deux séjours que le musée Jules-Chéret de la ville consacre une exposition riche de peintures et dessins de ces deux périodes ainsi que de documents s'ouvrant également aux œuvres d'autres femmes peintres du temps. C'est une découverte assez étonnante. On dénombre à cette période plus de 600 femmes

peintres à Nice. Elles ne sont pas toutes d'un égal talent, mais c'est ici un continent occulté qui nous est pour partie révélé.

### DES FÊTES DE LA PEINTURE

C'est la deuxième exposition, après celle du musée Marmottan-Monet, « Berthe Morisot et l'art du XVIII<sup>e</sup> siècle », consacrée à cette dernière, avec le commissariat de Marianne Mathieu, spécialiste de son œuvre, et de Johanne Lindskog, directrice du musée Chéret. Elle sera reconduite à l'automne au Palazzo ducale de Gênes sous le titre « Impression Morisot » avec des œuvres en plus, dont celle qui est pour nous l'une de ses plus remarquables, la *Jeune Femme en gris étendue*, de 1879, qui semble concentrer toute son audace de peintre.

Berthe Morisot ne se soucie pas du fini. Elle est tout entière dans le regard qu'elle porte et dans son geste. La villa Arnulphy, de sa première période niçoise, est impressionnante. On voit bien une silhouette et la masse d'une vaste demeure, mais le premier plan est un maquis, un entrelacs de couleurs et de coups de pinceau. Elle a cette capacité de donner à voir, en quelques touches (*le Port de Nice*), la vie et le mouvement aussi bien que la grâce et l'élégance d'une jeune femme

dans une sorte de paradis végétal comme dans la *Cueillette des oranges* (étude au pastel et huile sur toile). Ses toiles sont des fêtes de la peinture. On est heureux de le ressentir une nouvelle fois ici.

La dernière partie de l'exposition est consacrée à un ensemble d'œuvres de ces femmes peintres de Nice dont nous parlions plus haut et à trois grandes figures contemporaines de Berthe Morisot. L'américaine Mary Cassatt (1844-1926), devenue après quelques hésitations une des figures importantes de l'impressionnisme, Eva Gonzalès (1849-1883), proche de Manet, et Marie Bashkirtseff (1858-1884), disparue prématurément mais dont le talent était déjà reconnu. Feministe, publiant sous le nom de Pauline Orrel, parlant couramment plusieurs langues, elle avait entretenu une correspondance avec Maupassant et tenu, à partir de ses 12 ans, un journal très sensible et lucide qui a contribué à maintenir son souvenir. ■

MAURICE ULRICH

« Berthe Morisot à Nice. Escapes impressionnistes », jusqu'au 29 sept., musée des Beaux-Arts Jules-Chéret de Nice ; musée-beaux-arts-nice.org ; et au Palazzo ducale de Gênes, du 11 oct. au 23 fév. 2025. Catalogue, 246 pages, 39 euros.



Sous les orangers, huile sur toile de 1889. THE NELSON GALLERY FOUNDATION. MEDIA SERVICES PHOTOGRAPHER DABE HOPKINS



# À Beaubourg, les portes s'ouvrent en grand sur le 9<sup>e</sup> art

**EXPOSITIONS** Le Centre Pompidou célèbre la « BD à tous les étages » : une saison articulée autour de cinq moments qui mettent à l'honneur l'art graphique contemporain en associant la création franco-belge, américaine et japonaise.

**S**i l'heure n'est plus à la légitimation du neuvième art, ni à sa reconnaissance par les institutions ou les musées, l'opération « BD à tous les étages », en investissant tous les niveaux du Centre Pompidou à Paris, n'en est pas moins spectaculaire. Depuis l'exposition « Hergé », en 2006, dans un tout autre contexte, la Bibliothèque publique d'information s'est fait une spécialité de belles expositions monographiques et gratuites autour des plus grands, de Reiser à Spiegelman, de Bretécher à Posy Simmonds, ou encore Chris Ware et Catherine Meurisse. Elle rend pour l'occasion un bel hommage à Corto Maltese autour des inspirations littéraires d'Hugo Pratt. Sur les cinq expositions, trois sont gratuites et destinées à un public familial.

Au niveau -1, la revue *Lagon*, créée en 2014, déroule son « chemin de terre », laboratoire d'une revue idéale où l'expérimentation formelle, du geste à l'impression, ouvre tous les possibles à la création de paysages narratifs inédits. Sur la mezzanine, l'autrice, dessinatrice, écrivaine Marion Fayolle a installé un merveilleux campement pour « tenir tête » en jouant, en méditant, comme une initiation à la rébellion poétique par la libération des corps et de l'esprit. Les enfants se régaleront. Le week-end du 22 et 23 juin, ils sont invités à participer à des ateliers de fabrication de fanzines, ouverts à tous et organisés par le festival parisien de BD Formula Bula, dans le cadre d'un grand concours international lancé en 2019 avec les éditions l'Articho (1). Dans les étages, les propositions sont payantes mais incontournables.

En dialogue avec la collection permanente d'art moderne (1900-1960), quinze auteurs et autrices se confrontent à pied d'égalité aux œuvres iconiques. On y

retrouve Emmanuel Guibert, Anna Sommer, Dominique Goblet, Blutch, Dupuis ou encore Baudouin, mais aussi six figures tutélaires Calvo, McCay, McManus, Herriman, Hergé et Eisner, en majesté dans les traverses.

## QUAND HARA KIRI RENCONTRE MÉTAL HURLANT

Toujours plus haut, le feu d'artifice éclate en galerie 2, où l'exposition « Bande dessinée 1964-2024 » rassemble 60 années de création en 750 planches originales de plus d'une centaine d'artistes. Par l'invention du terme « neuvième art », 1964 initie symboliquement la tradition de la BD contemporaine autour des trois foyers d'expression les plus importants : francophone, américain et japonais. Avec l'effervescence de Mai 68, l'avènement d'une contre-culture porte avec elle cette nouvelle BD affranchie des illustrés pour enfants, subversive et révolutionnaire. L'héritage d'Hara Kiri et de *Barbarella* rencontre *Bazooka*, *Métal Hurlant*, *Ah! Nana* et répond au développement des comix underground aux États-Unis, mais aussi à l'expression d'une BD d'auteur japonaise autour de la revue d'avant-garde *Garō*. Refusant le déroulé chronologique, le parti pris thématique associe les générations dans un menu copieux loin d'être exhaustif. Une balade pour s'émerveiller de la vitalité d'un art protéiforme, libre de tout raconter, toujours prêt à déborder des cases. ■

LOUCIE SERVIN

(1) [www.formulabula.fr](http://www.formulabula.fr), les 22 et 23 juin, de 14 heures à 18 heures.

■ Fabriquez votre fanzine avec des pros de la BD ■  
Jusqu'au 4 novembre au Centre Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>.  
Renseignement sur [www.centrepompidou.fr](http://www.centrepompidou.fr)



## Patricia Latour, littérature et révolution

**DISPARITION** L'autrice et journaliste, militante communiste d'Aubervilliers, cofondatrice des éditions *Le Temps des cerises*, est décédée à l'âge de 70 ans.

**U**n cancer a fini par terrasser d'épuisement Patricia Latour après plus de deux années de combat acharné. Née en 1954 à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), la fille d'ouvriers, figure de la banlieue rouge, est partie dans son sommeil, chez elle, résidence Mandela. Son mari depuis près de quarante ans, le poète et éditeur Francis Combes, a annoncé sa perte au petit matin : « Patricia fut et restera très importante pour beaucoup d'entre nous, comme femme, amoureuse, mère et grand-mère, amie, intellectuelle féministe et révolutionnaire. (...) Militante communiste, d'esprit volontiers libertaire, internationaliste, anti-impérialiste et pacifiste, elle a toujours fait preuve d'une belle indépendance d'esprit. Elle fut ainsi à l'origine des éditions *Le Temps des cerises*. Et elle a fondé et dirigé le journal *Le Manifeste*. »

Littérature et révolution au cœur : son engagement remonte à ses années lycée. Soutien à Angela Davis, paix au Vietnam : elle adhère à la Jeunesse communiste en 1969 et au PCF en 1971. Toujours cet esprit critique et rebelle cheville au corps, la dirigeante départementale et nationale du PCF sera cofondatrice de la Gauche communiste. Autrice, elle publie *Femmes et citoyennes* et *De l'esclavage à la liberté* et un ouvrage sur la révolutionnaire russe Alexandra Kollontaï. Éluë conseillère municipale d'Aubervilliers en 1995, elle est maire adjointe entre 2003 et 2008. Elle rejoint en suite la ville de Tremblay en France en tant que directrice de la communication, puis directrice du cabinet jusqu'en 2016, son départ à la retraite. Entre 2014 et 2021, elle coécrit avec Francis Combes une chronique sur le langage très appréciée des lecteurs de *l'Humanité*. Ses obsèques auront lieu le mardi 25 juin, à 11 h 30 au crématorium du Père Lachaise, salle Jean Vigo. *L'Humanité* présente ses condoléances à sa famille et à ses proches. ■

PIERRE CHAILLAN



*La Coquille*,  
de Marion Fayolle,  
2023.  
MARION FAYOLLE



## Dans «la chambre d'isolement»

**TÉLÉVISION** Dans la tradition juive ultraorthodoxe, le mariage obéit à un certain nombre de coutumes. La réalisatrice israélienne Rachel Elitzur y consacre un documentaire saisissant.

Nuits de nocces, Arte, 22 h 35

**L**es paroles sont glaçantes. La résignation qui les accompagne encore plus. « La sensation était celle d'un viol. On m'avait imposé de faire une chose que je ne voulais pas faire ce soir-là. J'avais envie de la toucher, de la caresser, explorer son corps, mais je ne voulais pas aller jusqu'au bout car elle n'en avait pas envie. (...) J'avais l'impression de me violer moi-même, parce que je me suis forcé. À un moment je lui ai dit : "Je ne veux pas réessayer" et elle a répondu : "Mais il le faut." » Dans la tradition juive ultraorthodoxe, le mariage obéit à un certain nombre de coutumes. Parmi elles, la nuit de nocces dans « la chambre d'isolement ». « Je n'avais pas l'impression que cet acte avait créé un lien entre nous. Et ce traumatisme persiste. Je connaissais à peine mon mari, et je devais faire quelque chose que je ne voulais pas », explique une femme anonymisée. Rachel Elitzur est partie de sa propre expérience en tant que juive orthodoxe pour réaliser ce documentaire autour des nuits de nocces. Elle a recueilli des témoignages d'hommes et femmes de la communauté d'Israël souhaitant rester anonymes et a fait interpréter leurs propos par des acteurs. À la manière d'un making of, dans un studio et sous des spots de lumière aux multiples câbles, les échanges entre la journaliste et les comédiens sont filmés. Un choix audacieux qui donne



Marlée voilée lors d'un mariage ultraorthodoxe. AVIGAIL SPERBER/SWR

l'impression au spectateur de surprendre une conversation et de plonger encore un peu plus dans l'intimité de ces couples.

### « JE N'AVAIS AUCUNE CONSCIENCE SEXUELLE »

Les coutumes sont dures et la loi religieuse indiscutable. Si bien qu'elle arrache trop souvent la fin des adolescences. « J'avais un peu plus de 18 ans quand je l'ai rencontrée. Le lendemain, on s'est vus une deuxième fois et, le soir même, le mariage était décidé. (...) Je savais qu'on devait s'enlacer et dormir nus, mais je pensais que les bébés naissaient par le nombril », se livre un témoin. Il poursuit : « Je n'avais aucune conscience sexuelle. C'est mon

conseiller matrimonial qui m'a tout expliqué. Mais elle, on ne l'avait pas préparée. On lui avait seulement dit qu'on rentrerait à la maison et que son mari ferait des choses. » L'oppression patriarcale, sous sa version juive orthodoxe, hante le documentaire. Comme lorsque cet homme raconte avoir été guidé par un directeur spirituel : « Nous parlions surtout du fait que les femmes se laissent influencer par leurs sentiments, tandis que les hommes sont guidés par la raison. » Dans des cours de préparation au mariage, il est appris aux femmes qu'elles doivent apprécier et honorer leur mari, car « l'homme est la lumière de leur vie ». Un documentaire édifiant. ■

HONORINE LETARD

## PROGRAMME TÉLÉ



Casse du siècle au Liban, Arte, 20 h 55

Depuis 2019, la livre libanaise a perdu 98 % de sa valeur. Les retraits dans les banques sont limités. La population s'appauvrit. En remontant le fil du temps et de l'argent, ce documentaire raconte comment, dans les décennies qui ont suivi la guerre civile (1975-1990), une poignée de kleptomanes ont joué avec les économies des Libanais.



Pas de clim pour le climat : comment avoir moins chaud en ville, France 5, 21 h 5

Avec le réchauffement climatique, chaque été est plus brûlant que le précédent. D'ici à 2050, il fera aussi chaud à Paris qu'à Séville. Si la climatisation semble l'option la plus simple pour se rafraîchir, elle est en réalité coûteuse et polluante. Ce documentaire aborde les solutions alternatives qui existent pour adapter logements et espaces urbains à l'enfer des fournaises à venir.

## L'histoire d'Andrew Tate, le cauchemar des femmes

**TÉLÉVISION** Un documentaire dresse l'itinéraire du « roi des mascus », influenceur misogyne, adulé par toute une génération de jeunes hommes.



Toxique. Toute la vérité sur Andrew Tate, Planète + Crime, 22 h 40

Sur le plateau du présentateur américain Piers Morgan, en décembre 2022, Andrew Tate l'affirme avec assurance : « Aucune femme ne m'a accusé de viol, ni de quoi que ce soit. Je n'ai rien fait de mal en trente-six ans. » Neuf jours plus tard, il est arrêté à Bucarest pour trafic d'êtres humains et viol. L'histoire de ce misogyne assumé est terrifiante. Né aux États-Unis d'un père américain et d'une mère anglaise, il a passé son

enfance le nez dans les échecs avec son père, un joueur reconnu. Sa mère devait les « maintenir en vie », et son père, pendant ce temps-là, leur apprenait, à son frère et lui, « à devenir des hommes ». Et cet apprentissage ne comportait visiblement ni l'empathie ni la considération des êtres humains. Il se fait d'abord connaître en devenant champion de kickboxing au début des années 2010, jusqu'à sa « grande révélation », qui s'avère en réalité un trafic d'êtres humains : son juteux commerce consistait à prostituer de jeunes femmes devant une caméra. Ses victimes témoignent de son schéma de violence : étranglements jusqu'à tomber inconscientes, emprise psychologique, violences sexuelles, physiques et verbales régulières.

Andrew Tate a prêché pendant des années dans des vidéos postées sur les réseaux sociaux ou lors d'invitations sur des podcasts britanniques. Il y racontait ses expériences pour gagner le plus d'argent possible, ainsi que des conseils d'emprise et de manipulation sur les femmes. À chaque intervention, des hommes l'applaudissaient et l'adulaient. « Étrangle-la et dis-lui qu'elle est à toi. Ce sont des êtres programmables, elles sont faites pour ça. »

Le documentaire illustre avec justesse l'envers du décor des discours masculinistes, très populaires sur les réseaux sociaux et qui atteignent encore beaucoup (trop) de jeunes hommes. ■

EMMA MEULENYSER

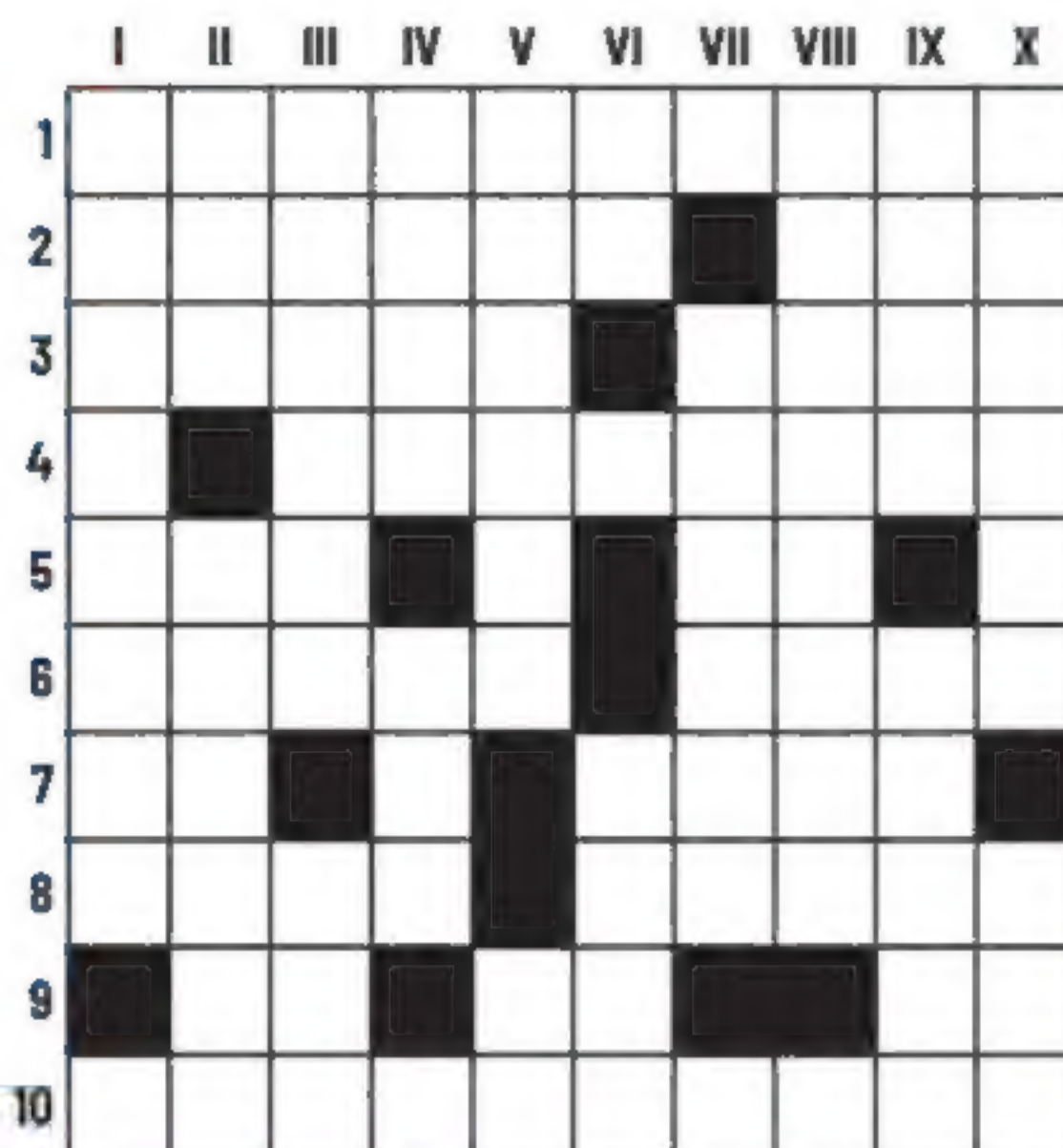


RETROUVEZ L'HUMANITÉ  
SUR INTERNETReportages, analyses,  
entretiens, chroniques,  
vidéos, directs...Toute notre actualité  
à portée de clic.

✦ www.humanite.fr

✦ facebook.com/  
humanite.fr✦ twitter.com/  
humanite\_fr✦ linkedin.com/  
company/lhumanite✦ Compte lhumanitefr  
sur Instagram

## MOTS CROISÉS N° 23 965 par Martial Dubois



## HORIZONTALEMENT

1. Culottes de peau. 2. Étendre par traction. Noyau d'une statue. 3. Sang-mêlé. Célèbre collège anglais. 4. Considérais à sa juste valeur. 5. Vieille exaspération véhémence. Un mammifère arboricole. 6. Renforcement passager du vent. Apparues. 7. Il est venu d'une autre planète. Long à la détente. 8. Fait eau de toute part. Plante herbacée. 9. Dieu du Ciel. Note. Un agent de liaison. 10. Remuera convulsivement les paupières.

## VERTICALEMENT

I. Chroniques d'événements personnels. II. Fin de messe. Un livre liturgique. III. Superposées dans des barriques. Grand prêtre des Hébreux. IV. Messagère ailée des dieux de l'Olympe. Vesce utilisée comme fourrage. V. Expérimentée. Article indéfini. VI. Argon. Jeu de hasard. VII. Provenir d'une source physique. VIII. Loupaient. IX. Effervescence. Canal côtier. X. Conformes à la raison. Lettre grecque.

Un. VI. Ar. Loto. VII. Emaner. VIII. Rataient. IX. Émoi. Étier. X. Sensés. Éta.  
VERTICALEMENT. I. Mémoires. II. Ite. Rituel. III. Lites. Éli. IV. Irs. Ers. V. Testée.  
Re. AI. 6. Risée. Nées. 7. Et. Lent. 8. Sues. Ortie. 9. El. Ut. Et. 10. Clignotera.  
SOLUTION. HORIZONTALEMENT. 1. Millitaires. 2. Étirer. 3. Matis. Eton. 4. Estima. 5.

## l'Humanité

Fondateur Jean Jaurès Directeur Fabien Gay  
Société anonyme à directoire et conseil  
de surveillance. Société nouvelle du journal  
l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1957)  
Capital social 2 500 000 euros Siège social 5, rue  
Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX  
Téléphone 01 49 22 72 72  
Service aux abonnés Tél. : 01 55 84 40 30  
E-mail : relationlecteur@humanite.fr  
Vente en kiosques  
Gestion, réglage et promotion : agence Boconseil.  
Tél. : 09 67 32 09 34.

E-mail : oborscha@boconseilame.fr

Vente militante 01 49 22 73 47

Publicité Comédiance. Silvère Magnon, président

Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)

Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)

Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)

## Directoire

Fabien Gay, président du directoire et directeur  
de la publication ; Maud Vergnol, codirectrice  
de la rédaction ; Anthony Daguet, secrétaire général  
et codirecteur de la publication ; Silvère Magnon,  
directeur des développements et de l'événementiel

## Conseil de surveillance

Jean-Louis Frostin, président

Actionnaires principaux L'Association  
des lectrices et lecteurs de l'Humanité ;  
l'Association des diffuseurs de l'Humanité.  
Impression POP (La Courneuve), Mop (Vitrolles),  
Nancy-Print, CILA (Nantes)  
Numéro ISSN 0242-6870  
Dépôt légal Date de parution  
Commission paritaire 1124 C 79615  
Tirage du vendredi 14 juin 47 974 exemplaires  
Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique  
et Espagne - 60% ou 100% de fibres recyclées - IFDG,  
Eutrophisation PTot : 0,01 kg/tonne.



FACE AUX ATTAQUES  
DE CERTAINS MILIEUX  
FINANCIERS  
ET REACTIONNAIRES  
**PERSONNE**  
NE NOUS FERA TAIRE  
**SOUTENEZ-NOUS!**

JE FAIS UN DON À L'HUMANITÉ  
EN VERSANT €

NOM ET PRÉNOM \_\_\_\_\_  
E-MAIL \_\_\_\_\_  
TÉL. \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
VILLE \_\_\_\_\_ CODE POSTAL \_\_\_\_\_

☐ J'accepte de recevoir des informations de la part de l'Humanité.  
Votre don est à retourner à l'Humanité, souscription, immeuble Calliope,  
5 rue Pleyel - 93528 Saint-Denis Cedex.

OU JE FAIS UN  
DON EN LIGNE !

QR CODE

NOTES  
VOTRE DON DONNE DROIT À UNE RÉDUCTION D'IMPÔT DE 20% SUR LE MONTANT DE VOTRE DON, DANS LA  
LIMITE DE 30% DU REVENU IMPOSABLE.  
Par exemple, si je donne 100 €, je récupère 20 €. Si je donne 200 €, je récupère 40 €. Si je donne 500 €, je récupère 100 €.

☐ Je fais un don de 1 à 499 € :  
Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé  
à l'ordre du Presse et Périodisme Français.

☐ Je donne 500 € ou plus :  
Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé  
à l'ordre de l'Humanité en France.

**l'Humanité** **l'Humanité** **Humanité.fr**  
magazine

LES VOYAGES  
**l'Humanité**

**Cuba**  
CUBA NE SE RACONTE PAS.  
CUBA SE VIT.

DU 28 NOVEMBRE AU 11 DÉCEMBRE 2024 • À PARTIR DE 2 980 €\*

LE +

VOYAGE ACCOMPAGNÉ PAR  
MAITÉ PINERO, EX-CORRESPONDANTE  
DE L'HUMANITÉ EN AMÉRIQUE LATINE

RENSEIGNEMENTS  
ET RÉSERVATIONS  
Association Cuba Linda  
05 58 08 96 66  
cubalinda@wanadoo.fr  
voyage@humanite.fr

**l'Humanité** **l'Humanité** **Humanité.fr**  
magazine



# « Comment lutter contre l'antisémitisme? (2/3)

Durant les trois premiers mois de l'année 2024, 366 actes antisémites ont été recensés en France, soit quatre par jour. Ce chiffre est en hausse de 300 % par rapport à la même période en 2023.

**Si l'antisémitisme se distingue des racismes par sa longévité, le combattre, c'est s'unir contre toutes les haines et pour la défense du genre humain.**

**P**ourquoi distingue-t-on l'antisémitisme du racisme ? Les racismes ont tendance à inférioriser des populations en fonction de leurs religion, couleur de peau, pour justifier la colonisation, l'esclavage, des massacres et des interdictions de déplacement. Sans vouloir hiérarchiser, l'antisémitisme présente une caractéristique unique en son genre : sa



**CLAUDE SARCEY**  
Coprésident  
de l'Union des juifs  
pour la résistance  
et l'entraide (Ujre)

importé en France. Autour de ce conflit, on assiste partout à une inculture chronique et à un confusionnisme permanent confondant antisémitisme et antisionisme, juif et israélien, religieux et athée. Même si l'antisémitisme a ses particularités, le combat à mener ne peut être que global. En effet, lutter contre l'antisémitisme, c'est forcément lutter contre tous les

racismes et toutes les discriminations, y compris sociales et économiques. Si nous refusons les populismes, l'extrême droite et les murs qu'elle veut ériger partout en Europe, nous devons clamer la liberté et l'égalité des peuples, nous devons lutter contre toutes les guerres, les dictatures, les discriminations économiques et sociales et le dérèglement climatique. Ces événements vont mettre des millions

**Nous devons clamer la liberté et l'égalité des peuples, lutter contre toutes les guerres.**

de femmes et d'hommes sur les routes. Il faudra leur venir en aide. Il faut donc prévenir et former. C'est-à-dire donner la connaissance tout au long de la vie, de l'histoire des civilisations, des cultures, des religions, en rappelant le caractère universel du genre humain. Seul ce moyen permettra de déboucher sur une société où tous les êtres humains, noirs ou blancs, juifs, chrétiens ou musulmans, homosexuels, pourront vivre égaux en droits. Des sanctions sont déjà en partie prévues par la loi. Celles-ci doivent être exemplaires vis-à-vis de tout acte ou propos antisémite, raciste, homophobe. ■

**La lutte contre l'antisémitisme doit être menée d'où qu'il vienne. Elle ne saurait être instrumentalisée. Elle doit allier prévention et formation.**

**U**n vieil homme tabassé à la sortie de l'office, une synagogue incendiée à Rouen, une femme violée et menacée de mort « pour venger la Palestine », une attaque au couteau. Depuis les années 2000, les juifs français sont désignés comme responsables des violences au Moyen-Orient. Derrière le chiffre de 1 000 % d'augmentation des actes antisémites entre octobre et décembre 2023, ce sont des corps et des vies en souffrance. En réaction, le gouvernement met en place des assises de lutte contre l'antisémitisme qui ne sont qu'un plan de communication. L'objectif de « définir un socle commun des valeurs républicaines », formule vide de sens, se traduit uniquement par des mesures répressives et liberticides contre-productives. L'urgence est au déblocage de financements pour des campagnes de prévention et de formation contre l'antisémitisme. Lorsque la police est envoyée pour briser le mouvement de solidarité avec la Palestine dans les facs, les étudiants juifs se retrouvent d'autant plus exclus et harcelés en réaction. La France insoumise met en concurrence la lutte antiraciste avec la solidarité internationale. La dénonciation de l'antisémitisme est uniquement vue comme un moyen de criminaliser le mouvement social et est assimilée à un soutien du gouvernement israélien ou de l'extrême droite. En novembre 2023, Jean-Luc Mélenchon prétend que les personnes qui marchent contre l'antisémitisme

**COLLECTIF  
GOLEM**

soutiennent les massacres à Gaza. En juin, il conteste les chiffres des violences antijuives. Pendant ce temps, la théorie du « philo-sémitisme d'État » se diffuse à gauche et légitime les agressions antisémites en les faisant passer pour des actes anticoloniaux.

C'est dans ce contexte d'abandon du combat contre l'antisémitisme que l'extrême droite poursuit sa stratégie de dédramatisation en prétendant être le « bouclier » des juifs. Sa vision du monde complotiste n'a pas changé et revêt seulement un vernis d'acceptabilité. Elle ne fustige plus la « juiverie internationale » mais la « finance internationale ». Elle ne désigne plus les « youpins » mais les « cosmopolites » comme les responsables du « grand remplacement », plan imaginaire de dissolution de l'identité française.

De nombreux cadres et militants du RN et de Reconquête ! gardent des liens avec des groupuscules néonazis comme le GUD. L'extrême droite n'a jamais combattu l'antisémitisme. Elle prétend défendre les juifs uniquement pour stigmatiser les musulmans et les étrangers, désignés comme des ennemis de l'intérieur.

Le mouvement Golem est né pour lutter contre l'antisémitisme, d'où qu'il vienne. Il est un espace de solidarité où les juifs impliqués dans le mouvement social peuvent se retrouver et articuler la lutte contre l'antisémitisme avec la lutte antiraciste globale. Il propose des formations et des espaces de débat, des outils pour renforcer le mouvement social contre le complotisme et l'antisémitisme. Il combat sur le terrain l'extrême-droitisatation de la société et la montée de tous les racismes. ■

**L'extrême droite prétend défendre les juifs uniquement pour stigmatiser les musulmans.**





Celui qu'on surnommait « Super Planos » à l'école escaladera, ce mardi 18 juin, la façade du palais des Papes, en Avignon, avec dix personnes en situation de handicap.

HUGO MINOUMI POUR L'HUMANITÉ

« **M**on père grimpeait, ma mère grimpeait, et moi je grimpais déjà dans le ventre de mamère. » Ainsi parle Antoine Le Menestrel.

Le père, polytechnicien, la mère, gynécologue, lui – Antoine – et son frère Marc ont « ouvert » les premières voies pour enfants. « On traçait le circuit sur la roche avec un pinceau et de la peinture blanche. »

Surnommé « Super Planos » à l'école, il multiplie les gadins. En primaire, il se casse le nez lors d'une course-poursuite sous le préau. À 6 et 8 ans, il se « pète » la jambe au ski. En grandissant, il devient vite un escaladeur hors pair. Il ouvre des voies de niveau 8, porte la difficulté à des sommets jamais atteints, frôle la mort plusieurs fois, reste un jour coincé dans une rimaye (une crevasse entre le névé et la paroi). « Je n'étais pas encordé. »

À 16 ans, a lieu la rencontre décisive en la personne du grimpeur Jean-Claude Droyer, qui lui lance un défi : « On va grimper sans matériel. » Pas de clous, ni pitons ni mousquetons, pas d'étriers, juste le corps et la pierre. L'époque est au retour à la nature. C'est l'essor du surf, du kayak, du parapente... le sommet n'est plus le but ultime !

#### L'ART DE LA DESCENSION

Après avoir aimé contorsionner son corps vers la prise suivante, l'ex-ouvreur de voies, signataire du manifeste contre l'apparition des compétitions d'escalade en France, clame haut et fort que le sommet est une « voie sans issue » et qu'« une descente n'est pas indécente ». Au diable les « premiers de cordée » chers à Macron. Le président des riches nous demande de ne pas leur jeter la

## Antoine Le Menestrel, une vie à la verticale

Enfant casse-cou puis grimpeur d'exception, cet artiste au nom de poète, las d'être un « premier de cordée », s'est fait danseur de façade pour enchainer les murs de France et de Navarre.

première pierre, « mais jamais un premier de cordée ne reçoit de pierres. Je le sais, j'en suis un », nous dit Antoine Le Menestrel. « C'est plutôt lui qui en jette sur les suivants ! »

Depuis quelques années, il investit à sa façon le vocabulaire de la croissance : « Le partage est notre sommet. Sans bas, pas de haut. » Son nouveau but : la « descente », empruntée à l'astronomie. « Dans notre société, en haut c'est bien, plus haut c'est mieux. » Le constat est sans appel : la verticalité est promue vertu cardinale. Ne dit-on pas « s'en sortir par le haut. Une rencontre au sommet. Être une star » ? À l'inverse, ne parle-t-on pas de « faire une dépression » ? Quant au ruissellement : « Je

n'ai jamais vu l'argent ruisseler. La glace, si ! » s'amuse Le Menestrel.

« J'ai commencé à refuser les défis. La compétition me faisait honte. Je ne voulais plus être connu. J'avais, en revanche, des décharges d'hormones poétiques. » Il crée la compagnie Lézards bleus, qui prolonge l'aventure de Retouramont-Danse verticale, cofondée en 1989 avec Fabrice Guillot. « J'ai juste besoin d'une corde, d'un coin d'architecture et de mon imaginaire. »

Il se nourrit de Rimbaud, Baudelaire, Nietzsche... L'un de ses derniers spectacles, *Descensions*, porte sur le prologue de Zarathoustra. « J'essaie de me libérer du besoin du sommet » (Beckett). Ses spectacles

ont des titres superbes : *Service à tous les étages*, *Issue de secours* (danse sur les façades de la friche minière du 11/19 à Loos-en-Gohelle) ou *Safety to last*, hommage à Harold Lloyd, présenté à Cannes, sur la paroi externe d'un cinéma, en novembre 2023. Son corps se fait pinceau dans le vide. Il caresse les édifices, épouse angles et recoins, révèle l'architecture d'un mur, d'un rebord... Il descend plus qu'il ne monte.

#### DENIS LAVANT, « FRÈRE EN PROFONDEUR »

Son passionnant récit autobiographique, *Folambule* (éditions Paulsen, 2024), est préfacé par Denis Lavant, son « frère en profondeur ». Il l'a rencontré sur le tournage des *Amants du Pont-Neuf* (1991), de Leos Carax. Antoine Le Menestrel vit aujourd'hui avec la monteuse du film, dont il a eu un fils. Pour composer ce livre, il a dû revivre des moments pénibles : l'ascension de la Révélation, voie d'escalade la plus périlleuse de Grande-Bretagne, ainsi que celle de la Rose et le Vampire, « la pire de toutes ».

Ce mardi, Antoine Le Menestrel met à profit l'arrivée de la flamme olympique en Avignon pour promouvoir des valeurs d'humanité. Avec le projet labellisé Inspiration, création et handicap (Olympiade culturelle), il escalade la façade du palais des Papes avec dix personnes en situation de handicap. « Ce sont des albatros, des poètes. Dès qu'ils touchent le sol, ils deviennent un peu maladroits. » Il le connaît ce mur. Il l'a déjà pratiqué lors de la création d'*Inferno*, de Romeo Castellucci, dans la cour d'Honneur du palais des Papes. « Le matériau d'origine, c'est de la molasse, de petits animaux morts entassés au fond de l'eau. Plus on grimpe, plus on va vers le présent, plus on s'éloigne de millénaires entiers de couches géologiques. » ■

MURIEL STEINMETZ